Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel nº 479 • nov.-déc. 2019 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 € – 2,50 Fr.S – 2 $ can.

Seules la solidarité et l'unité dans la lutte peuvent repousser les attaques !

Le 27 octobre, des cheminots écrivaient dans un communiqué : "*Nous agents grévistes du matériel au Technicentre de Châtillon, sur le réseau TGV Atlantique, avons cessé le travail massivement depuis lundi 21 octobre au soir, sans se concerter ou être encadrés par les syndicats.* (…) *Notre colère est réelle et profonde, nous sommes déterminés à nous battre jusqu'au bout de nos revendications, pour le respect et la dignité. Nous ne pouvons plus accepter de travailler avec des salaires proches du SMIC et gelés depuis 5 ans, en sous-effectif et avec des agents qui démissionnent de plus en plus. Nous avons honte de voir comment la SNCF joue avec la sécurité ou encore le confort des voyageurs, pour des questions de flexibilité et de rentabilité.* (…) *Les voyageurs* (…) *payent de plus en plus cher des trains, avec de moins en moins de service, des sièges vétustes, des rames parfois avec des toilettes condamnées, des portes bloquées, ou encore des climatisations HS en période de canicule.* (…) *Marre des réorganisations, des bas salaires, des suppressions d'emplois et des sous-effectifs ! Nous appelons l'ensemble des cheminots à relever la tête avec nous, car la situation aujourd'hui à Châtillon est en réalité le reflet d'une politique nationale.* (…) *Nous avons trop longtemps laissé faire sans rien dire, mais aujourd'hui au TATL nous disons stop à cette politique d'entreprise. Nous ne braderons pas notre dignité, notre sécurité, ni notre santé !*"

Toute la classe ouvrière est attaquée

Les mêmes conditions de travail dégradées et insoutenables sont le quotidien de tous les travailleurs, de toutes les corporations, de tous les secteurs, du privé comme du public. Il y a un an, les salariés des EPAHD criaient leur détresse face à la maltraitance des personnes âgées dont ils ont la charge et aux pressions qu'ils subissent pour être toujours plus rapides et rentables. Il y a quelques mois, les urgentistes dénonçaient les sous-effectifs, les cadences infernales, l'impossibilité de soigner dignement les blessés. Le mois de septembre 2019 a été marqué par le suicide d'une directrice d'école et sa lettre poignante, symboles de la souffrance au travail de tous les enseignants, croulant sous les tâches toujours plus nombreuses. Aucune partie de la classe ouvrière n'est épargnée. Partout, les salariés doivent être de plus en plus corvéables, flexibles, adaptables, précaires…

Et les réformes en cours annoncent un avenir plus dur encore. La chasse aux chômeurs et à leurs maigres allocations est ouverte. Les futurs retraités seront plus vieux et plus pauvres. À la réduction des effectifs de fonctionnaires et à la systématisation des CDD dans le public, font écho les vagues de licenciements et l'explosion de la précarité dans le privé.

Toute la classe ouvrière est en colère

Comme à la SNCF, la colère gronde et les grèves se multiplient. Ont ainsi arrêté le travail : les pilotes de Transavia, le 1er septembre, les agents des Finances publiques, le 16, et d'EDF, le 19, des laboratoires de biologie médicale, le 1er octobre en Bretagne, des écoles, le 8 octobre, en région parisienne, de Michelin à La Roche-sur-Yon, le lendemain, les éboueurs dans le Nord, le personnel des EPAHD en Indre-et-Loire, etc. En réalité, pas un jour ne passe sans que des travailleurs à bout se mettent en grève.

Seulement, toutes ces luttes, souvent peu médiatisées, demeurent isolées les unes des autres, enfermées à l'échelle locale et de leur corporation. Que dire, par exemple, de la mobilisation des urgentistes séparée de leurs collègues des autres services du même hôpital lui-même ? Les prolétaires ne parviennent pas, aujourd'hui, à lutter en tant que classe ; ils le font en tant que cheminots, urgentistes, électriciens, enseignants, pilotes, laborantins, etc. Tous touchés par les mêmes conditions de vie et de travail inacceptables, chaque salarié se bat pourtant pour des revendications qu'il croit spécifique à sa boîte, sa branche, son métier. La raison essentielle de ce morcellement est que les ouvriers ne se sentent plus appartenir à une classe, à une classe qui, unie et solidaire dans la lutte, représente la plus grande force sociale de la société. La bourgeoisie est parvenue à leur faire croire que la classe ouvrière n'existait plus, qu'ils n'étaient pas des ouvriers mais des cheminots, des urgentistes, des électriciens, des enseignants, des pilotes, des laborantins. Mieux encore, aux yeux de la classe dominante : des "citoyens".

Divisions gouvernementales, divisions syndicales

Diviser pour mieux régner est un vieil adage. Le gouvernement l'applique à la lettre. Les agents de la RATP seraient des égoïstes qui "*gagnent plus de 3 000 euros à la retraite*", les fonctionnaires seraient des "privilégiés" pour qui sont comptabilisés les six derniers mois de carrière pour le calcul de leur retraite. Les navigants et les infirmières refuseraient la solidarité en voulant conserver leur régime "autonome"... Les mensonges et les prétextes pour opposer les travailleurs les uns contre les autres sont sans fin. Toute cette propagande n'existe que pour justifier, au nom de "l'équité" et de la "justice", une attaque généralisée contre les travailleurs.

Ce discours médiatique et gouvernemental est accompagné sur le terrain d'une séparation systématique des luttes entre elles par les syndicats. En septembre et octobre, toute une série de journées d'action a ainsi été programmée en ordre dispersé : RATP, Trésor public, Éducation nationale, Ministère de la Justice, EDF, pompiers… à chaque secteur sa journée, ses mots d'ordre, sa lutte.

Un seul exemple symbolise le travail permanent des syndicats pour saper l'unité ouvrière : alors que le 13 septembre, ils organisaient une grande journée d'action à la RATP pour défendre son régime spécial, le 16 septembre, les syndicats faisaient sortir les infirmières, les libéraux, les navigants et les avocats dans la rue en opposant ces travailleurs à tous les autres : "*Les avocats comme les professions libérales dans leur ensemble bénéficient de ce qui s'appelle un régime autonome, qu'il ne faut pas confondre avec les régimes spéciaux*" ; "*Nous ne sommes absolument pas opposés à une réforme des retraites.* (…) *Un régime universel* (…) *peut être acceptable.* (…) *En revanche, nous exigeons de conserver notre régime complémentaire*" ; "*On ne demande pas à la fourmi de donner à la cigale !*"…

Seulement, cette division par les syndicats était par trop caricaturale. Ils prenaient le risque que la colère ne déborde et, surtout, d'être trop discrédités. En octobre, ils ont donc annoncé une grande journée de grève rassemblant tous les salariés pour le… 5 décembre ! Pourquoi une date si

(suite page 2)

Mouvement social au Chili

L'alternative dictature ou démocratie est une impasse

Nous assistons depuis plusieurs semaines à l'émergence de nombreux mouvements sociaux dans plusieurs pays sur différents continents : Liban, Irak, Équateur, Bolivie, Haïti, Guinée, Algérie… Bien que ces mobilisations aient leurs particularités, elles expriment toutes une réaction de protestations et de colère face aux effets de la crise économique qui a connu un nouveau regain ces derniers mois. Nous traiterons prochainement sur notre site internet de ces mobilisations internationales de manière plus globale. En attendant, nous publions ci-dessous un article écrit par nos camarades en Amérique latine au sujet du mouvement social qui a lieu actuellement au Chili. Certaines analyses dressées dans cet article sont applicables à d'autres mobilisations actuelles. Tous ces mouvements, de par leur nature interclassiste et populaire, ainsi que par les illusions auxquelles ils sont prisonniers mènent fatalement à une impasse et constituent un piège pour le prolétariat mondial. Par conséquent, ils mettent en évidence la grande responsabilité qui incombe au prolétariat des pays centraux du capitalisme, le plus expérimenté, le plus aguerri aux pièges tendus par la bourgeoisie, et le seul capable de montrer la direction vers la lutte autonome de la classe ouvrière mondiale.

Ce qui se passe au Chili découle de la crise économique internationale qui se manifeste dans ce pays par le déficit budgétaire que l'État chilien traîne depuis plusieurs années. Des organismes tels que la Banque mondiale, le FMI et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes indiquent une réduction progressive de la croissance au cours des trois ou quatre dernières années. En dépit des efforts déployés pour diversifier son économie, le Chili est essentiellement dépendant du cuivre dont le cours, en tant que manifestation de l'aggravation de la crise, a fortement chuté. Les mesures d'augmentation des tarifs du métro tentent de répondre à la situation de déficit de l'État chilien. À l'échelle mondiale, les premiers pas d'un important bouleversement économique sont en cours et, comme dans d'autres épisodes de la crise capitaliste, les pays les plus faibles sont les premiers touchés : le Brésil, la Turquie, l'Argentine, l'Équateur et maintenant le Chili.

L'idée que le Chili serait une "exception" en Amérique du Sud en raison de sa situation économique ou du prétendu "bien-être" de sa classe ouvrière est clairement démentie. Piñera a dû ravaler ses proclamations triomphalistes selon lesquelles "*le Chili était une oasis de paix et de prospérité en Amérique du Sud*".

Ce qui apparaît derrière cet écran de fumée, c'est la moyenne des salaires à 368 €, la précarité généralisée, le coût disproportionné de la nourriture et des services, les graves lacunes en matière d'éducation et de santé, le système de retraite qui condamne les retraités à la pauvreté. Une réalité qui montre la dégradation croissante des conditions de vie de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population.

L'explosion des troubles sociaux

Le gouvernement Piñera a sous-estimé le degré d'agitation sociale. Une attaque, apparemment anodine, provoquée par la hausse des tarifs du métro à Santiago, a déchaîné la colère générale. Cependant, la réponse ne s'est pas posée sur le terrain de classe du prolétariat, mais dans un autre contexte défavorable et dangereux pour lui : la révolte populaire et éventuellement favorisée par l'État, la violence minoritaire et l'action du lumpenproletariat.

Profitant de cette faiblesse de la riposte sociale, le gouvernement a lancé une répression brutale qui, selon les chiffres officiels, aurait fait 19 morts. L'état de siège est décrété depuis plus d'une semaine et le

(suite page 4)

Dans ce numéro

Un représentant typique du cynisme de la bourgeoisie

L'ancien président de la République Jacques Chirac est décédé et la classe ouvrière ne le pleurera pas. Il était prétendument un homme d'État exceptionnel qui marquera l'histoire, un homme au "charisme extraordinaire", "proche du peuple", "bon vivant", "fidèle en amitié", "défenseur de la paix" en 2002, "écolo d'avant-garde et éveilleur des consciences" en 2004. Que de mensonges ! Lui-même affirmait cyniquement en 1988 que "les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent". Sa fidélité ne valait que pour les intérêts de sa classe, la bourgeoisie qui lui rend hommage aujourd'hui.

Pour le prolétariat, c'est une autre affaire : il a concrètement vécu dans sa chair toutes les activités de Chirac au service des intérêts bourgeois, contre les conditions de vie ouvrières, pendant plus de quarante ans. Alors oui, souvenons-nous…

40 ans d'attaques contre la classe ouvrière

Les débuts de la vie politique de Chirac heurtent d'ailleurs de plein fouet la lutte de la classe ouvrière en Mai 68. Face à une grève générale qui comptera jusqu'à 10 millions de grévistes, le pouvoir veut reprendre le contrôle des événements jugés de plus en plus dangereux. Pompidou, Premier ministre, confie le soin à son jeune secrétaire d'État à l'Emploi, Jacques Chirac, de secrètement prendre contact avec les syndicats, notamment la CGT pour négocier ce qui deviendra les Accords de Grenelle. Un journaliste (Guy Konopnicki) rapportera d'ailleurs une anecdote significative lors de la rencontre entre Jacques Chirac et Krasucki, numéro 2 de la CGT à l'époque : "*Chirac faisait des bonds à chaque revendication… Dix millions de grévistes et l'envoyé du gouvernement qui s'agite sur sa chaise à chaque proposition. Il n'avait rien préparé. Pas une idée ! Il se figurait que la proclamation des Soviets était imminente, alors je lui ai dit qu'à notre avis, la prise du Palais d'hiver, ce n'était pas pour tout de suite*". La version de l'histoire est bien sûr toute autre quand Chirac prétend en 1977 que "*la rencontre s'était déroulée dans une chambre de bonne, une sorte de planque clandestine*". Il se vantait même de s'y être rendu "*avec un revolver dans la poche !*" (sic). S'il a pu vendre un temps le journal du parti stalinien dans sa jeunesse et se donner l'illusion d'une activité sinon "prolétarienne", du moins populaire, cela a toujours été en défense du capitalisme. Sa défense inflexible de l'État en 68 fut marquée par une détermination et une volonté de "rétablir l'ordre" le plus rapidement possible. Pompidou l'appelait d'ailleurs "*mon bulldozer*".

S'il y a effectivement eu une constante chez Jacques Chirac, c'est bien pour attaquer la classe ouvrière. Après avoir gravi tous les échelons, ce "loup politique", grand serviteur de l'État, s'est appliqué à attaquer la classe ouvrière dans la période qui s'ouvrait avec l'inflexion de la crise :
– Lors du mouvement social de 1995, un des plus massifs depuis 68 du fait d'une vaste manœuvre syndicale, Chirac fraîchement élu et son Premier ministre Juppé s'attaquent violemment aux régimes des retraites et à la sécurité sociale, signant ainsi le début d'attaques qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui.
– Fin 2003, après un autre mouvement social d'ampleur, Chirac inaugure une nouvelle offensive contre les chômeurs et une nouvelle aggravation des conditions de vie : pression accrue sur les salaires avec l'augmentation de la CSG, plan de démantèlement du système de protection sociale, licenciements dans le secteur privé, suppressions d'emplois dans le secteur public, etc.
– En 2006, la mobilisation massive des étudiants en France contre les attaques économiques du gouvernement voulant faire passer coûte que coûte le "Contrat première embauche" (CPE), aboutit à faire reculer le gouvernement par une lutte exemplaire.

Chirac, figure dégénérée du gaullisme

Avec cette nouvelle période, ouverte en 68 et la réapparition de la crise économique, la bourgeoisie française est consciente qu'elle doit se débarrasser de certains héritages archaïques du gaullisme et de son fonctionnement rigide, trop pyramidal. De plus, de façon chronique, la droite gaulliste, au lieu d'être le levier d'une politique cohérente au service des besoins supérieurs du capital français, s'avère n'être qu'un panier de crabes, de clans qui s'entre-déchirent, pire, un ramassis d'ambitions personnelles, où chaque chef de bande veut être calife à la place du calife. Chirac en est l'expression la plus aboutie ! Saboteur, traître à ses "amis", opportuniste, arriviste… Chirac concentre tous les qualificatifs mais surtout les concrétise à merveille !

Clairement, Chirac n'a jamais fait l'unanimité au sein du camp gaulliste. Dès les années 1970, les gaullistes "historiques" s'insurgent contre cet arriviste. Chaban-Delmas, dont la candidature à la présidence de la république sera directement sabotée par Chirac au profit de Giscard d'Estaing, estime que "*Chirac n'a découvert le gaullisme qu'en comptant les sièges de l'Assemblée*". De même, le ministre Robert Boulin, en 1974, qualifie son arrivée à la tête de l'UDR de "hold-up" et il n'est pas exclu que cette confrontation lui ait été facturée au prix fort : il sera en effet "suicidé" en 1979. Certains avancent que le Service d'action civique (SAC), officine gaulliste de barbouzes aurait commandité l'assassinat dans la crainte que Boulin ne dévoile le réseau de fausses factures participant au financement du RPR.

Pour autant, son appui à la fraction libérale de la bourgeoisie française, la plus à même d'être l'alternative cohérente au gaullisme déclinant, n'est que de circonstance. Dès 1976, il quitte son poste de Premier ministre avec fracas et dénonce dans la foulée le "*parti de l'étranger*", c'est-à-dire l'UDF en accusant le parti de Valéry Giscard d'Estaing d'agir au nom de l'Europe et "contre les intérêts de la France" ! En 1995, c'est encore le clan autour de Chirac qui empêche la victoire de Balladur, alors que celui-ci représentait une possible transition permettant à la bourgeoisie française de se débarrasser des fractions gaullistes les plus rétrogrades et archaïques.

En 1997, la dissolution du parlement exigée par Chirac et l'organisation d'élections législatives anticipées échoue du fait que la majorité est de plus en plus discréditée par ses propres divisions. Cela, alors que le but était, dans un tel contexte, de resserrer l'équipe gouvernementale en vue d'accélérer les attaques anti-ouvrières (ce qui aurait pu également permettre au PS de se refaire une santé dans l'opposition).

En 2005, rebelote : en choisissant le référendum pour l'acceptation de la constitution européenne, Chirac prend le risque d'un "vote sanction", alors qu'il aurait pu faire ratifier la constitution par voie parlementaire comme s'apprête à le faire la bourgeoisie en Allemagne. Le "Non" l'emporte.

Lors des élections présidentielles de 2002, Chirac sera élu massivement contre Le Pen. "*Votez escroc, pas facho !*" était le slogan repris massivement par les jeunes. Chirac était en effet caricaturé en "Super Menteur" tous les soirs dans une émission satirique à la télé et risquait d'être mis en examen s'il n'était pas réélu : ce n'était pas des casseroles que se trimballait Chirac mais une véritable batterie de cuisine !

Chirac et les affaires

La bourgeoisie est une classe de truands et de "ripoux" avec des mœurs de gangsters aux pratiques mafieuses. Les scandales n'ont cessé d'éclabousser les principaux partis bourgeois en France au cours de ces dernières décennies, à gauche comme à droite. Chirac n'a pas d'exclusivité en pratiques douteuses et clientélistes. Mais il atteint des sommets ! Difficile de faire un listing complet de toutes les affaires auxquelles Chirac est associé :
– Emplois fictifs de la Mairie de Paris : durant son bail à l'hôtel de ville (de 1977 à 1995), Chirac aura distribué les jobs comme on multiplie les pains : 699 "chargés de mission", reflétant toute sa galaxie affective ou politique.
– L'"affaire Karachi" : affaire politico-financière impliquant Chirac et Balladur et à l'origine de l'attentat du 8 mai 2002 dans cette ville du Pakistan.
– Affaire Elf : Elf-Gabon est devenue dans les années 1980-1990 la principale caisse noire de l'État français, au profit de chefs d'État africains (la politique impérialiste des réseaux Françafrique oblige !) et de plusieurs partis politiques français, dont le Parti socialiste et le RPR.
– L'affaire des HLM de la ville de Paris en 2006 : un marché de 2,2 milliards d'euros avec commissions destinées à alimenter, de façon occulte, les caisses du RPR. La cassette posthume de Jean-Claude Méry, faux facturier et membre du comité central du RPR, relatant les magouilles de Chirac sera envoyée… aux oubliettes !
– L'affaire de la rénovation des lycées d'Île-de-France entre 1988 et 1995 : un pactole de 24 milliards de francs, contre le reversement occulte de 200 millions à différents partis (tous, sauf le FN et les Verts).

L'ombre de Jacques Chirac plane également sur deux autres feuilletons judiciaires : l'affaire "Clearstream" et l'"Angolagate". Il n'est plus question de gros sous, mais de règlements de comptes en coulisses via un cabinet noir de l'Élysée consignant scrupuleusement les boules puantes visant les concurrents de droite comme de gauche.

La pourriture généralisée des mœurs de la classe dominante n'est qu'une des expressions de la décadence de ce système. L'avalanche des coups tordus et les affrontements sans merci témoignent de la violence exceptionnelle des règlements de compte entre les hommes et les clans rivaux au sommet de l'État. Cependant, les "affaires" à répétition du clan Chirac ont régulièrement discrédité l'État français sur la scène internationale, en particulier au sein de l'Europe.

Chirac, "le pacifiste"

Celui qu'on a fait passer pour le chef de file mondial de la cause "anti-guerre" en 2003, n'était en fait qu'un va-t-en-guerre de la pire espèce. Il l'a démontré à plusieurs occasions : au Kosovo en 1999, dans les bombardements sur la Serbie, en Afghanistan en 2001. Le refus de participation à la guerre en Irak en 2003 était une manière de prendre la tête d'une campagne dirigée directement contre les États-Unis. Le véritable objectif de ce vernis "anti-guerre", c'était de pouvoir affirmer ses propres ambitions impérialistes en cherchant à contrecarrer la domination de l'impérialisme américain sur le Moyen-Orient.

Comble du cynisme, les puissances européennes avaient misé sur une guerre plus longue et meurtrière, sur davantage de résistance dans les populations ou l'armée de Saddam Hussein, sur un exode massif des populations et un grand nombre de réfugiés, espérant ainsi que les méthodes et le manque d'efficacité des États-Unis seraient discrédités.

Son "pacifisme" s'est concrétisé également dans la répression sanglante de la grotte d'Ouvéa. Le 5 mai 1988, sur l'île d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie, des forces spéciales françaises et le GIGN prennent d'assaut une grotte dans laquelle des indépendantistes kanaks détiennent des gendarmes. Au terme de combats très violents, dix-neuf ravisseurs kanaks et deux militaires sont tués. À propos des kanaks, Chirac parlera de "*la barbarie de ces hommes, si l'on peut les appeler ainsi*". Sans commentaire…

Chirac et l'immigration

Le portrait de Chirac serait incomplet sans son mépris, sa xénophobie vis-à-vis des prolétaires étrangers. En 1991, sa "compassion" pour les braves Français qui doivent "supporter les bruits et les odeurs" de leurs voisins de palier "musulmans" ou "noirs", "polygames" et "profiteurs" sera certes dénoncée, mais comme un travers circonstanciel : des mots prononcés "sous l'effet de l'alcool" mais "ne reflétant pas le personnage". Pourtant Chirac ne faisait que confirmer ce qu'il disait quelque temps auparavant : "*Plus on aura d'immigration, plus on aura d'insécurité. Ce n'est pas une question ethnique, mais notre immigration est une immigration bas de gamme. On va vers de graves conflits raciaux qui seront la conséquence du refus des Français d'être envahis par d'autres cultures. Toute race a l'instinct de se préserver*". Un discours clairement xénophobe !

D'ailleurs, c'est sous sa houlette de chef de gouvernement que sont inaugurées en octobre 1988, la politique d'expulsions massives et musclées (exécutées par son ministre de l'intérieur Pasqua) par charters entiers "d'immigrés clandestins" qui devait devenir un modèle repris par tous ses successeurs, des "socialistes" à Macron en passant par Sarkozy.

Chirac et l'écologie

"*Notre planète brûle !*" La formule prononcée au Sommet de la Terre en 2002 a fait le tour du monde et nous est rappelée aujourd'hui. Chirac aurait été un précurseur en matière d'écologie. Foutaises ! On en rigolerait si le sujet n'était pas si dramatique : l'année de son élection, en 1995, il disait de l'écologie que c'était un "*passe-temps pour amateurs de pâquerettes*". Il défendait d'ailleurs systématiquement une agriculture exportatrice et intensive utilisant massivement des pesticides et autres produits chimiques. La Charte de l'environnement, votée en 2005 et utilisée comme feuille de vigne, ne changeait donc rien à l'affaire !

En juin 1995, anniversaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, juste après son entrée à l'Élysée, Chirac annonce au son des trompettes la fin des essais nucléaires à Mururoa. Mais cela, après en avoir réalisé six supplémentaires, après 20 ans d'interruption ! De fait, il se souciait de la question écologique comme de sa première chemise.

Voilà donc "l'héritage" de cet "humaniste éclairé". Loin d'être une grande lumière de la bourgeoisie, il fut un arriviste sans états d'âme, prêt à tout pour exister au sommet du pouvoir.

Stopio, 27 octobre 2019

suite de la page 1

Seules la solidarité et l'unité des travailleurs…

tardive ? Pourquoi ne pas battre le fer tant qu'il est chaud ? Pour ne pas le laisser refroidir, justement. Le secrétaire d'État aux Transports Jean-Baptiste Djebbari a lui-même craché le morceau, jeudi 31 octobre, comme le rapporte le journal *Ouest-France* : "*Ça bouillonne dans les rangs de la SNCF et la grève contre la réforme des retraites se profile à l'horizon… Dans ce contexte, l'exécutif "a un mois pour* (…) *faire baisser la tension, pour répondre à des angoisses qui souvent sont légitimes et pour tracer le chemin pour la convergence de ces régimes spéciaux"*. (…) *"Nous avons pris l'engagement, à la RATP comme à la SNCF, d'étudier toutes les options, y compris celles qui sont portées par les syndicats"* (…)*, faisant référence à la "loi du grand-père" selon laquelle seuls les nouveaux embauchés seraient concernés par la réforme*". Pour calmer le jeu, le gouvernement mise donc encore et toujours sur l'action syndicale et… la division, celle entre les générations ouvrières cette fois.

Comment lutter ?

Les grèves spontanées des cheminots de la fin octobre montrent en partie la voie à suivre. À Châtillon, suite à l'annonce d'un plan de réorganisation du travail induisant, entre autres, une suppression de douze jours de congés, les agents du centre ont immédiatement arrêté le travail et déclaré la grève, sans attendre de consignes syndicales. Le plan a été retiré 24 heures plus tard. Quelques jours plus tôt, le 16 octobre, suite à une collision avec un convoi exceptionnel en Champagne-Ardenne, mettant en évidence la dangerosité de n'avoir qu'un seul agent (le conducteur) dans un train, les cheminots de la ligne avaient, eux aussi, refusé spontanément de maintenir les transports dans ces conditions. La contestation s'est étendue rapidement, dès le lendemain, aux lignes de l'Île-de-France. Le 17 au soir, les syndicats reprenaient le contrôle de la situation, en proclamant le droit de retrait au plan national pour les 18 et 19.

Ce n'est pas un hasard si ce sont les cheminots qui indiquent les premiers comment les travailleurs peuvent prendre en main leur lutte. C'est la conséquence à la fois de l'expérience et de la combativité historiques de ce secteur de la classe ouvrière en France, mais aussi de la réflexion qui mûrit depuis un an en son sein après l'amère défaite du long mouvement mené en 2018 par… les syndicats. Ils avaient alors enfermé les cheminots dans une lutte, seuls, isolés, jusqu'à l'épuisement de leur force.

Mais les difficultés et faiblesses sont encore nombreuses pour développer une lutte massive, unie et solidaire. Par exemple, ces cheminots grévistes sont demeurés cloîtrés au sein de la SNCF. Il n'y a pas eu d'assemblées générales autonomes décidant d'envoyer des délégations massives, voire toute l'assemblée, aux centres de travail le plus proche (un hôpital, une usine, une administration…) pour les entraîner dans la lutte, pour étendre géographiquement le mouvement, pour cultiver cette idée que les ouvriers ont tous les mêmes intérêts, qu'ils mènent la même lutte, que c'est unie et solidaire, au-delà des secteurs et des corporations, que la classe ouvrière est forte.

Cette étape est difficile. C'est un véritable cap. Elle implique de se reconnaître non plus comme cheminots, infirmiers, enseignants ou informaticiens, mais comme ouvriers. Pour la franchir, les ouvriers les plus conscients doivent diffuser l'idée que c'est possible, que l'histoire et l'expérience du mouvement ouvrier le prouvent, qu'en 1968 les travailleurs de France ou en 1980 ceux de Pologne l'ont fait, que le prolétariat est la principale force sociale de la société quand elle est unie, solidaire et organisée. Ces ouvriers doivent se regrouper, discuter, se réapproprier les leçons du passé, pour préparer l'avenir de la lutte de classe. Ces ouvriers, si peu nombreux soient-ils aujourd'hui, ont une grande responsabilité, celle de faire vivre la mémoire de l'immense expérience de lutte de la classe ouvrière.

Pawel, le 7 novembre 2019

Scandale Windrush

Une campagne nationaliste orchestrée par la bourgeoisie

Après 1945, le Royaume-Uni, affaibli par la guerre, dut faire face à sa reconstruction. Ses plus grandes colonies (l'Inde et le Pakistan) ayant obtenu leur indépendance, il ne lui était désormais plus possible d'y puiser des ouvriers corvéables à merci, comme cela avait été le cas lors de la Guerre mondiale de 1939-45.

Celui-ci se tourna donc vers ses colonies outre-Atlantique, les Antilles britanniques, où le taux de chômage était important, afin d'y importer la main-d'œuvre nécessaire à sa reconstruction.

Pour le capital, les migrants sont une marchandise comme les autres

Ainsi, "*dès 1946, la Royal Commission on Population propose de faire venir une "population de remplacement" afin de renouveler la population britannique à moyen terme*".[1] Pour cela, le *British Nationality Act* de 1948 prévoyait l'octroi du statut de "*citoyen du Royaume-Uni et des colonies*" à toute personne née sur le territoire britannique ou dans une de ses colonies. Il s'agissait de disposer facilement et rapidement d'une main-d'œuvre peu coûteuse. Quelques mois plus tard, le navire *Empire Windrush* débarquait des Caraïbes avec une main-d'œuvre toute fraîche, prête à être exploitée par le capital national. Jusqu'en 1971,[2] près de 600 000 ouvriers, issus des anciennes colonies et attirés par les promesses d'emploi, de prospérité et de logement, émigrèrent au Royaume-Uni : c'est la "génération Windrush".

D'emblée, les premiers ouvriers débarqués, alors sans-emploi, furent entassés dans des abris anti-aériens et ce sur leurs propres deniers ! Nombre d'entre eux furent employés par l'État lui-même (la poste, les hôpitaux ou encore les chemins de fer) pour des salaires dérisoires.

Le cas de la "génération Windrush" refit surface en 2010, lorsque Teresa May prit la tête du Home Office avec l'objectif de durcir la politique migratoire du pays. Celle qui déclarait en 2012, vouloir "*instaurer en Grande-Bretagne un climat particulièrement hostile pour les migrants illégaux*", organisa dès son arrivée au ministère la destruction des tickets d'embarquement[3] prouvant que les travailleurs de la "génération Windrush" étaient arrivés au Royaume-Uni avant 1971, afin de lancer une chasse aux migrants devenus "illégaux". Les employés du ministère eurent d'ailleurs pour ordre, en cas de demande de confirmation des dates d'arrivée sur le territoire par les migrants de la "génération Windrush", de répondre qu'il n'existait pas de telles données.

Nombre de ces immigrés, ainsi que leurs descendants, furent alors dans l'incapacité de prouver que leur présence sur le territoire était "régulière". Menacés d'expulsion, ils perdirent aussitôt leur emploi, l'accès aux soins et leur logement, puis furent expédiés dans des centres de détention, en attendant leur renvoi vers leur pays de naissance.

Le scandale éclate en novembre 2017, alors que May est devenue Premier ministre, et met momentanément un coup d'arrêt aux expulsions. Teresa May et Amber Rudd, la ministre de l'Intérieur (qui servira finalement de fusible et sera évincée) présentent leurs excuses en avril 2018 et promettent une compensation financière et une naturalisation d'office pour toute la "génération Windrush".

Pourtant, la bourgeoisie continue encore aujourd'hui d'expulser ces ouvriers. En effet, malgré les promesses de May, et de toute la bourgeoisie britannique, une trentaine d'ouvriers ont encore été expulsés vers la Jamaïque en février dernier, alors que leurs demandes de régularisation étaient toujours à l'étude, et ce à cause de leur casier judiciaire.

Derrière les campagnes xénophobes et humanitaires : le nationalisme

En réalité, l'État a profité de tous ces événements pour mener sous deux angles d'attaque des campagnes nationalistes contre la classe ouvrière.

Dans un premier temps, de nombreuses campagnes xénophobes ont émergé, en lien avec la politique hostile et très offensive déclenchée par May à l'encontre des travailleurs caribéens et leurs descendants. Elle espérait en effet que ces 600 000 "indésirables" et leurs descendants quitteraient "volontairement" le territoire britannique. Son "environnement hostile" est d'emblée mis sur pied grâce à la nouvelle loi sur l'immigration : pour travailler, louer un logement ou accéder à des prestations sociales et médicales, il faut désormais montrer ses papiers. Les propriétaires ont alors l'obligation de vérifier le statut migratoire de leurs potentiels locataires, sous peine de se voir infliger une amende et d'écoper de 5 ans de prison. Les médecins sont également incités à dénoncer les patients qui ne seraient pas en situation "régulière". Le ministère de l'Intérieur utilise d'ailleurs les données du *National Health Service* pour traquer les "*délinquants en matière d'immigration*", et ainsi, "*empêcher que les personnes sans droit aux prestations et services y aient recours, et ce aux frais du contribuable britannique*", explique un porte-parole du gouvernement. Cette ambiance de terreur, conséquence de l'immonde campagne de May, est poussée à son paroxysme lors de la campagne officielle anti-immigrés, mise en œuvre en 2013 par le gouvernement *tory*, cultivant la suspicion en cherchant à induire et attiser la xénophobie au sein de la classe ouvrière. Le ministère de l'Intérieur avait en effet pour projet de faire circuler des camions publicitaires dans tout le pays avec un slogan qui n'était pas autre chose qu'un appel à la délation : "*In the UK illegally? Go home or Face arrest*", autrement dit : "*En situation illégale au Royaume-Uni ? Rentrez chez vous, ou faites face à une arrestation*". Durant six semaines, mi 2013, plusieurs véhicules ont donc sillonné Londres et ses alentours, mais, loin de rencontrer le succès escompté, le gouvernement a dû renoncer à cette campagne.

Face à l'indignation qu'a suscitée cette ignoble politique, la bourgeoisie britannique s'est vue dans l'obligation de retourner sa veste et d'orienter différemment le débat sur l'immigration. C'est May, elle-même, qui a impulsé une campagne qui se voulait plus "humaine", forme plus pernicieuse de campagne nationaliste. Après avoir mis à la rue et expulsé plusieurs milliers d'ouvriers "Windrush", le gouvernement May a décidé d'instaurer un hypocrite *Windrush Day* qui sera l'"*occasion annuelle de se souvenir du travail acharné et du sacrifice de la génération Windrush*". Le *Windrush Day*, objet de multiples célébrations officielles, se voit également doté d'un fonds spécial de 500 000 livres sterling, dans le but proclamé de rendre justice à ces travailleurs qui "*ont traversé l'océan pour construire un avenir pour eux-mêmes, pour leurs communautés et surtout pour le Royaume-Uni, le pays qui sera toujours le leur*". Alors que ce sont ces mêmes travailleurs qui aujourd'hui, continuent d'être menacés d'expulsion.

Ce scandale et cette nouvelle facette de la campagne nationaliste ont permis à la bourgeoisie britannique de diriger la classe ouvrière sur un terrain totalement pourri, en insinuant que les migrants se classent en deux catégories distinctes : ceux qui sont utiles (pour le capital), et ceux qui "profitent" indûment de la "générosité" de la nation.

La bourgeoisie a donc instrumentalisé l'indignation suscitée par la situation scandaleuse de la "génération Windrush", occultant ainsi que ce même traitement est réservé à des millions de migrants dans le monde. Pendant que le gouvernement britannique légalise plus ou moins la situation des travailleurs qui "*ont contribué à construire notre pays*", il laisse crever des Asiatiques dans des camions, contraints de prendre toujours plus de risques face aux murailles physiques et administratives que May et consorts ont dressées ! Sous ses airs hypocritement humanistes, la bourgeoisie cherche encore à diviser la classe ouvrière.

Que son discours soit ouvertement xénophobe ou prétendument plus humain, les frontières nationales de la bourgeoisie demeurent. Le gouvernement britannique peut bien instaurer son jour de commémoration, les morts continueront à s'échouer sur les barbelés comme sur les rivages. Seule la classe ouvrière, dans son combat pour le communisme, est en mesure de détruire ces frontières meurtrières en mettant fin au capitalisme.

Olive, 1er novembre 2019

1) "Royaume-Uni : il y a 70 ans, les débuts de la génération Windrush", RFI (30 avril 2018).

2) À compter de 1971, le Royaume-Uni n'ayant plus besoin de ce type de main-d'œuvre, la loi migratoire évolue ; seuls les citoyens du *Commonwealth* résidant déjà au Royaume-Uni obtiennent le droit de rester sur le territoire britannique de manière permanente.

3) Aucun des travailleurs de la "génération Windrush" ne possédait de papier officiel attestant de leur nationalité, à l'exception des tickets d'embarquement détenus par le ministère de l'Intérieur.

Lubrizol

Derrière l'écran de fumée, la responsabilité du capital !

Le 26 septembre à 2h40 du matin, Lubrizol, usine de produits chimiques classée Seveso, prend feu. Un épais nuage de fumées noires de 20 km de long envahit le ciel rouennais. À 7h00, les premières sirènes d'alertes à la population retentissent. 8h00, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, déclare sans sourciller : "*Il n'y a pas d'éléments qui permettent de penser que les fumées seraient dangereuses*", comme si un incendie de 9050 tonnes de composés chimiques divers et variés pouvait être inoffensif ! Et le gouvernement de multiplier les fumisteries : "*À ce stade, les mesures n'ont pas permis de voir des polluants préoccupants*" (d'Élisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire !). "*Nous sommes à un état habituel de la qualité de l'air à Rouen*" (Pierre-André Durand, préfet de Seine Maritime) et de compléter quelques jours plus tard "*ça ne veut pas dire que l'état de l'air habituel à Rouen est bon*"… apprécions l'ironie de la déclaration !

Tandis que de nombreuses plaintes pour migraines, nausées, étourdissements (y compris au sein des forces de l'ordre que l'État lui-même n'a pas pris soin de protéger en les envoyant sans masque au plus fort de l'incendie), le Premier ministre Édouard Philippe (r)assure de nouveau : "*Dès que* [les analyses] *seront réalisées, nous communiquerons l'ensemble des résultats. Je vous dis simplement ce que disent les analyses qui m'expliquent qu'elles ne sont pas nocives mais qu'elles sont gênantes*". Dans le même temps, un toxico-chimiste (le professeur André Picot) déclare : "*les analyses livrées par la préfecture sont hors de propos*". Selon lui, "*ce qui est recherché* […] *ce sont des produits classiques comme le dioxyde d'azote qu'émettent les moteurs diesel. Donc vous ne risquez pas de trouver des taux dans l'air différent de la normale. Il faudrait savoir exactement ce qui a brûlé au sein de l'entreprise*".[1] Il rajoutera plus tard que ce qui est bien plus préoccupant que la liste des composés qui ont brûlé, ce sont les réactions chimiques que peut provoquer le mélange de ces composés lors de l'incendie. D'autant plus que près de 80 tonnes de ces composés sont "*sans papier*", c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de "*fiche d'identité fournie par Lubrizol*".[2]

Face à ce battage médiatique, les réactions dans la rue ne se font pas attendre. Des enseignants exercent leur droit de retrait. Des manifestations ont régulièrement lieu. Un mois après la catastrophe, les habitants sont toujours autant en colère face aux mensonges éhontés et aux faux-semblants de l'État.

Le 22 octobre, le patron de Lubrizol déclare toujours que ce qui a brûlé à Rouen n'est "*pas plus toxique qu'un incendie de maison*" ! Aujourd'hui, l'État parle d'indemnisations, de compensations pour les entreprises ou les agriculteurs ainsi que pour des habitants de certains quartiers ou communes. Mais le panache de fumée, s'il a duré moins de 24h de manière visible, s'est en réalité volatilisé plus haut dans l'atmosphère pour ensuite être dispersé par les vents jusqu'en… Belgique. Les retombées de cet incendie sont donc bien plus importantes que ce que le gouvernement nous laisse entendre. Lui se préoccupe des stocks de denrées du port de Rouen qui ont été impactées par les fumées, des pertes économiques, de la perte d'attractivité de la région… pas de la santé des personnes touchés par toutes les toxines et autres polluants.

Et ce n'est pas nouveau ! Ce sont bien les États et les patrons qui, main dans la main, œuvrent à obtenir toujours plus de profits en faisant fi des contraintes sécuritaires minimum. C'est l'État français qui a voté, en août 2018, la loi ESSOC (loi pour un État au Service d'une Société de Confiance) permettant la simplification des contrôles. Loi qui a directement permis au patron de Lubrizol, via l'autorisation du préfet, d'augmenter ses capacités de production (plus 1598 tonnes) et de stockage (plus 600 tonnes) dès janvier 2019, "*en contournant le plus légalement du monde l'autorité environnementale, laquelle a pour mission de mener sur ce genre d'équipement des études de danger décisives*".[3] Ce sont les États qui, pour permettre l'accumulation, défendent par tous les moyens les intérêts du capital national et ce au détriment des exploités et de la planète. Et ce sont ces mêmes États qui jurent la main sur le cœur se préoccuper de l'écologie en jouant les mêmes rengaines à chaque nouvelle catastrophe depuis des décennies :

– 1976, Seveso en Italie, pollution chimique. Un nuage d'herbicide, contenant de la soude caustique et de la dioxine, s'est échappé durant vingt minutes d'un réacteur d'une usine chimique. Cette catastrophe a donné son nom à la directive "Seveso" (série de directives européennes qui imposent aux États membres de l'Union européenne d'identifier les sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs).

– 1978, pollution du Love Canal, banlieue proche des chutes du Niagara aux États-Unis : 21 000 tonnes de produits toxiques sont découverts à proximité de l'usine *Hooker Chemical*. La zone est à l'heure actuelle toujours interdite !

– 1979, accident nucléaire de Three Mile Island aux États-Unis.

– 1984, explosion d'une usine de pesticides à Bhopal en Inde. Bilan : plusieurs milliers de morts, 300 000 malades et une zone d'habitation toujours sinistrée par la pollution des sols et de la nappe phréatique.

– 1986, explosion d'un réacteur nucléaire à Tchernobyl en ex-URSS : l'État ne pouvant plus entretenir l'infrastructure. Heureusement, la radioactivité n'a jamais franchi la barrière naturelle des Alpes ![4]

– 2011, catastrophe nucléaire à Fukushima au Japon : les infrastructures construites sur une zone sismique n'ont pas résisté à un tremblement de terre. Aujourd'hui encore, aucune solution n'a été trouvée !

– 2015, Tianjin en Chine : explosion meurtrière d'entrepôts de stockage de produits chimiques : 114 morts, 720 blessés, 700 tonnes de cyanure de soude déversés, et une zone urbaine à l'heure actuelle toujours polluée.[5]

Sans compter les ravages engendrés par de nombreuses marées noires : en 1978 sur les côtes bretonnes, en 1989 en Alaska, en 1999 à nouveau sur les côtes bretonnes, en 2002 sur les côtes de la Galice en Espagne, en 2010 en Louisiane aux États-Unis…

Les beaux discours de la bourgeoisie sur l'environnement n'ont jamais rien changé et ne changeront jamais rien à la course au profit d'un capitalisme toujours plus moribond. Seule la révolution prolétarienne peut mettre un terme à ce cycle sans fin de catastrophes et faire vivre l'humanité en harmonie avec l'environnement car, comme l'écrivait Engels dans sa *Dialectique de la nature* : "*les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement*".

Manon, 1er novembre 2019

1) "Incendie de l'usine Lubrizol : 'Les analyses livrées par la préfecture sont hors de propos'", *Paris-Normandie* (30 septembre 2019).

2) "La com' toxique de l'État à Rouen", *Le canard enchaîné* (9 septembre 2019).

3) "Une fumée, des fumeux", *Le canard enchaîné* (2 octobre 2019).

4) "Après Tchernobyl, Fukushima… ce ne sont pas les atomes qui sont à craindre, mais le capitalisme", *Révolution internationale* n° 422 (mai 2011).

5) "Explosion meurtrière de Tianjin (Chine) : apprendre de tout, ne rien oublier!", *Révolution internationale* n° 454 (septembre-octobre 2001).

suite de la page 1

Mouvement social au Chili

maintien de l'ordre a été confié à l'armée. Les tortures sont revenues comme dans les pires moments de Pinochet, démontrant que la démocratie et la dictature sont les deux faces du même État capitaliste. L'irruption du lumpenproletariat avec son vandalisme, les pillages, les incendies, la violence irrationnelle et minoritaire, typique de la décomposition capitaliste,[1] ont été utilisées par l'État pour justifier la répression, semer la peur dans la population et intimider le prolétariat, détournant ses tentatives de lutte vers le terrain de la violence nihiliste sans aucune perspective.[2]

Des mobilisations syndicales pour démobiliser et démoraliser les travailleurs

Cependant, la bourgeoisie chilienne a compris que la brutalité répressive ne suffisait pas pour calmer le mécontentement. Pour cette raison, le gouvernement Piñera a fait son mea culpa, le président si arrogant a adopté une pose "humble", a déclaré "comprendre" le "message du peuple", a "provisoirement" retiré les mesures et a ouvert la porte à un "accord social". Il faut traduire cela par : les attaques seront imposées par la "négociation", autour d'une "table de dialogue" où les partis de l'opposition, les syndicats, les employeurs, tous ensemble "représenteront la Nation".

Pourquoi ce changement d'attitude ? Parce que la répression n'est pas efficace si elle n'est pas accompagnée de la tromperie démocratique, du piège de l'unité nationale et de la dissolution du prolétariat dans la masse amorphe du "peuple". L'attaque économique requise par la crise nécessite la répression, mais surtout une offensive politique.

Le prolétariat, bien que subissant une situation de faiblesse importante au Chili et dans le monde, reste la menace historique à l'exploitation et à la barbarie capitaliste. Par conséquent, celui du Chili, l'un des plus concentrés en Amérique du Sud, a une certaine expérience politique. Il a, par exemple, participé au mouvement de grève de masse en 1907 à Iquique[3] et a subi le terrible coup de la duperie d'Allende (1970-1973) qui a préparé le terrain à la dictature brutale de Pinochet (1973-1990).

L'offensive politique de la bourgeoisie a connu une première étape avec les mobilisations syndicales appelant à une "grève générale" plus d'une semaine plus tard. Quel cynisme ! Lorsque le gouvernement a adopté la mesure de hausse de prix du métro, les syndicats n'ont appelé à rien. Lorsque le gouvernement a déployé l'armée dans les rues, ils ont gardé un silence complice. Lorsque l'armée et les carabiniers sont intervenus, ils n'ont pas davantage bougé le petit doigt. Et maintenant, ils appellent à la "mobilisation".

Lorsque les travailleurs doivent se battre, les syndicats les paralysent. Lorsque les travailleurs se lancent dans la bataille, les syndicats les bloquent. Et lorsque les travailleurs n'ont plus de forces ou sont désorientés, les syndicats appellent à "la lutte". Les syndicats agissent toujours contre les travailleurs, aussi bien lorsqu'ils s'opposent à une grève spontanée que lorsqu'ils appellent à se battre alors les travailleurs sont faibles, confus ou divisés. Les syndicats démobilisent la mobilisation des prolétaires et ne se mobilisent que pour parvenir à une démobilisation plus forte encore.

Les groupes de gauche d'obédience trotskiste, stalinienne ou maoïste parachèvent le piège en proposant "une grève générale illimitée", leur parodie "d'auto-organisation des travailleurs" où, au lieu d'assemblées et de comités de grève élus et révocables, ils mettent en place une "coordination" composée de syndicalistes et de groupes gauchistes. Son "alternative politique" est de "jeter Piñera dehors". Pourquoi ? Pour le remplacer par une Michelle Bachelet qui, au cours de ses deux mandats, a fait la même chose ou pire ? Choisir une "assemblée constituante" ? Derrière leur radicalisme de façade et leurs discours au nom de la "classe ouvrière", les gauchistes défendent le capitalisme parce qu'ils enferment les travailleurs sur le terrain de la défense de la démocratie et dans le cadre des méthodes de "luttes" syndicales.



Au Chili, le drapeau national a été brandi. C'est le drapeau de l'exploitation, de la répression et de la guerre. C'est le drapeau du capital !

L'offensive politique de la bourgeoisie chilienne

La deuxième phase de l'offensive a été l'entrée sur la scène des partis d'opposition (la nouvelle majorité, le parti stalinien et le Front démocratique) qui ont appelé à la "négociation" et au "consensus" et qui ont salué comme une "victoire" les quelques miettes que Piñera a accordées. En liaison avec le gouvernement et l'armée,[4] la bourgeoisie chilienne s'est donnée un cadre pour porter un nouveau coup idéologique à la conscience du prolétariat, pour dissoudre toute tentative en son sein d'agir comme classe autonome, pour l'attacher au char de la Nation, l'accrocher aux idéologies de l'ennemi de classe, en particulier à la démocratie.

Des mobilisations importantes ont été organisées le week-end du 25 au 27 octobre avec les axes suivants :

– L'unité nationale : ainsi, lors de la manifestation de Santiago où un million de personnes se sont rassemblées, le slogan était : "Le Chili se réveille". C'est-à-dire, qu'on affirme qu'il ne s'agissait pas d'une confrontation de classe mais d'une prétendue lutte de la "Nation entière" contre une minorité de corrompus et de voleurs. À l'époque d'Allende, le slogan était : "*le peuple uni, jamais ne sera vaincu*". Nous devons nous rappeler contre cette mystification qui revient au goût du jour que "le prolétariat dilué dans le peuple et la nation toujours sera vaincu".

– Réclamer une "nouvelle constitution". Une "assemblée constituante" est revendiquée. C'est un piège crapuleux. En Espagne, en 1931, la "nouvelle constitution" affirmait que l'Espagne était une "République ouvrière". C'est cette république qui a assassiné 1 500 personnes dans la répression des grèves ouvrières entre 1931 et 1933. En 1936, Staline proclamait pour l'URSS "la constitution la plus démocratique du monde", en même temps qu'elle initiait les procès de Moscou où elle liquidait les derniers bolcheviks et intensifiait la terreur la plus féroce. La République de Weimar a réprimé la tentative de révolution prolétarienne en Allemagne (1918-1923) et a permis la montée légale d'Hitler et de la terreur nazie en 1933.

– L'orientation est de dissoudre le prolétariat dans la masse indistincte et manipulable du "peuple" où toutes les classes sociales "s'uniraient" dans le corps de la nation. Sur la place d'Italie de Santiago, une grande banderole indiquait "*Pour la dignité de notre peuple, manifestez dans la rue sans crainte*". Le terme à la mode dans les médias chiliens est de parler de "mouvement transversal". Ce mot signifie qu'il n'y aurait plus de lutte de classe, mais "un mouvement qui traverse toute la ville" dans lequel même les enfants des riches quartiers résidentiels de Santiago seraient inclus. Le président Piñera a publié ce tweet : "*La marche massive, joyeuse et pacifique d'aujourd'hui, où les Chiliens demandent un Chili plus juste et plus équitable, ouvre de grandes voies pour l'avenir et donne de l'espoir. Nous avons tous entendu le message. Nous avons tous changé. Avec l'unité et l'aide de Dieu, nous ferons la route de ce Chili meilleur pour tous*". C'est le comble du cynisme ! Mais cela nous donne aussi la mesure de la manœuvre politique de la bourgeoisie. Même le responsable du métro de Santiago a affiché fièrement la photo de sa fille participant à la manifestation !

La bourgeoisie impose la misère, la barbarie et le meurtre, sous le drapeau de la démocratie

Nous dénonçons cette manœuvre politique de la bourgeoisie basée sur la démocratie. La démocratie est la forme la plus perverse et la plus retorse de la domination capitaliste. Au nom de la démocratie, les pires massacres contre les travailleurs ont été perpétrés. Pour se limiter au seul cas du Chili, il faut se souvenir que lors de la grève de masse d'Iquique en 1907, 200 travailleurs ont été tués rien qu'au cours du massacre dans l'école de Santa María. Le "champion de la démocratie", Salvador Allende, a brutalement réprimé les luttes des mineurs contre la hausse des cadences et la baisse des salaires. "*En mai-juin 1972, les mineurs se sont à nouveau mobilisés : 20 000 personnes se sont mises en grève dans les mines d'El Teniente et de Chuquicamata. Les mineurs d'El Teniente ont réclamé une augmentation de salaire de 40%. Allende a placé les provinces de O'Higgins et de Santiago sous contrôle militaire, la paralysie d'El Teniente "menaçant sérieusement l'économie". Les dirigeants "marxistes" de l'Union populaire ont expulsé les travailleurs et les ont remplacés par des briseurs de grèves. Cinq cents carabiniers ont attaqué les ouvriers à l'aide de gaz lacrymogène et de canons à eau. Quatre mille mineurs se sont rendus à Santiago pour manifester le 11 juin. La police les a chargés sauvagement. Le gouvernement a traité les mineurs comme des "agents du fascisme". Le PC a organisé des défilés à Santiago contre les mineurs, appelant le gouvernement à faire preuve de fermeté*".[5]

Toutes les fractions de la bourgeoisie, et en particulier la gauche, ont resserré les rangs pour défendre l'État capitaliste "démocratique". "En novembre 1970, Fidel Castro est venu au Chili pour cautionner les mesures anti-ouvrières d'Allende. Castro a réprimandé les mineurs, les traitant comme des agitateurs et des "*démagogues*". À la mine de Chuquicamata, il a déclaré que "*cent tonnes de moins par jour entraînent une perte de 36 millions de dollars par an*".[6]

Allende a envoyé l'armée réprimer les ouvriers, mais pire encore, lors d'un rassemblement devant le Palais de La Moneda, en juin 1972, il a fait applaudir Pinochet en le présentant comme "*un militaire fidèle à la Constitution*".

Le rétablissement de la démocratie depuis 1990 n'a apporté aucune amélioration aux conditions de vie et de travail. Les différents présidents (d'Alwyn à Bachelet, en passant par Lagos ou le premier mandat de Piñera) ont préservé et renforcé la politique économique promue par l'École de Chicago qui a imposé la dictature de Pinochet. Ils n'ont pas du tout touché à un système de retraite qui condamne les retraités à recevoir une pension inférieure au salaire minimum, à continuer à travailler et à survivre avec de petits boulots jusqu'à 75 ans ou plus. Un système qui refuse toute pension future aux nombreux jeunes condamnés à des emplois précaires. Le Chili est aujourd'hui l'un des pays les plus inégalitaires au monde et l'inégalité s'est aggravée avec la démocratie : "*Lorsque nous avons retrouvé la démocratie, le gouvernement militaire, qui avait également été mauvais en économie, a laissé un taux de pauvreté de 4,7%. Aujourd'hui, notre PIB a plus que doublé, nous sommes plusieurs fois plus riches qu'alors. Mais le pourcentage de pauvres s'est élevé à 35%*".[7]

La gauche agissant en tant que porte-parole privilégié de la bourgeoisie nous appelle à soutenir la démocratie et à considérer la dictature comme le mal suprême : comme si cette dictature avait le monopole de la répression et de la spoliation des travailleurs, sa devise étant "Non à la dictature, oui à la démocratie parlementaire". Toute cette propagande fait beaucoup de dégâts dans la classe ouvrière, car elle lui fait croire qu'elle est "libre", qu'elle peut "choisir", qu'avec le vote elle aurait le "pouvoir" et surtout, elle atomise et individualise les travailleurs, où il s'agit d'effacer en eux tout sentiment de solidarité et d'unité en les poussant dans les eaux fangeuses d'un engrenage de la rivalité et du chacun pour soi, de "la loi du plus fort" et du "ôte-toi de là pour que je m'y mette".

Les méthodes de lutte de la classe ouvrière

Les travailleurs et leurs minorités les plus conscientes doivent rejeter le piège tendu par la bourgeoisie et préparer méthodiquement le terrain pour l'émergence de véritables luttes ouvrières. Cette perspective est encore très lointaine et ne découlera pas d'une somme de processus dans chaque pays mais d'une dynamique internationale dans laquelle le rôle des grandes concentrations de main-d'œuvre expérimentée de l'Europe occidentale sera fondamental.[8]

La classe ouvrière au Chili et dans le monde entier doit se réapproprier les véritables méthodes de la lutte ouvrière qu'ont développé de nombreuses luttes à travers l'histoire (Mai 68 en France, 1980 en Pologne, le mouvement anti-CPE de 2006 en France, le mouvement des Indignés en Espagne en 2011). Ce sont des méthodes de lutte et d'organisation radicalement opposées à celles du syndicalisme :

– La grève massive que les travailleurs déclenchent par leur propre décision en dehors des voies légales et syndicales.
– Des assemblées générales ouvertes à tous les travailleurs, actifs et au chômage, à la retraite, aux étudiants, aux futurs travailleurs, aux émigrés comme aux natifs du pays, TOUS ENSEMBLE.
– L'extension directe des luttes à travers des délégations massives.
– La coordination et l'unification des luttes assurée par des comités élus et révocables.

Des conclusions claires s'imposent :

– Face aux attaques brutales telles que celles de l'Équateur ou du Chili, la réponse n'est pas la révolte populaire, le pillage ou la violence minoritaire, mais la lutte de classe autonome.
– La lutte doit être contrôlée par les travailleurs eux-mêmes contre le sabotage des syndicats.
– Contre la répression, les travailleurs doivent s'unir et se défendre par la solidarité et une réponse ferme et combative. Prolonger le combat et atteindre l'unité de la classe est la seule défense possible.
– Comme on l'a vu précédemment en Équateur et lors des révoltes au Chili, le drapeau national a été brandi. C'est le drapeau de l'exploitation, de la répression et de la guerre. C'est le drapeau du capital.
– Le capitalisme s'enfonce dans une crise mondiale qui causera toujours plus de misère et de souffrance et se joindra à de nouvelles guerres impérialistes et à une destruction accrue de l'environnement.
– Le problème est mondial et n'a pas de solution nationale. Il n'y a qu'une solution globale et cela ne peut être fait que par la lutte internationale des travailleurs.

Nous savons que cette perspective de combat va coûter cher. De nombreuses luttes, de nombreuses défaites, de nombreuses leçons douloureuses seront nécessaires. Cependant, nous avons les leçons de trois siècles d'expériences qui, élaborées par la théorie marxiste, nous donnent les moyens théoriques, organisationnels et politiques de contribuer à ce combat. L'organisation communiste internationale est l'organe qui défend cette continuité historique du prolétariat. Ses principes programmatiques, politiques, organisationnels et moraux sont la synthèse critique globale de cette expérience historique mondiale de trois siècles de lutte de classe. Construire l'organisation, la défendre, la renforcer, est la meilleure contribution au combat du prolétariat, aujourd'hui à contre-courant de toute cette campagne pour l'union nationale autour de la défense de la démocratie et demain en faveur de la renaissance de la lutte de classe internationale du prolétariat.

CCI, 1er novembre 2019

1) Voir : "La décomposition, phase ultime du capitalisme", *Revue internationale* n° 107.
2) Le prolétariat a besoin de recourir à la violence de classe, mais celle-ci n'a rien à voir et s'oppose à la terreur de la bourgeoisie, au terrorisme de la petite bourgeoisie et au vandalisme sauvage du lumpen. Voir : "Terreur, terrorisme et violence de classe", *Revue internationale* n° 14 et la résolution à ce sujet dans la *Revue internationale* n° 15.
3) Voir, en espagnol sur notre site internet : "Le mouvement ouvrier au Chili au début du XXe siècle".
4) Le chef de la Défense nationale, le militaire Iturriaga del Campo, a contredit le chef de l'État qui avait déclaré qu'il était "en guerre" en déclarant : "je suis un homme heureux, la vérité est que je ne suis en guerre avec personne".
5) Voir : "Il y a 30 ans, la chute d'Allende : la dictature et la démocratie sont les deux visages de la barbarie capitaliste", *Révolution internationale* n° 339.
6) *Idem*.
7) Voir en espagnol : "Crisis en Chile : es la desigualdad, estúpido" sur le site internet *clarin.com*.
8) Voir sur notre site la "Résolution sur le rapport de forces entre les classes" (2019) du 23e congrès international du CCI.

Invasion turque dans le nord de la Syrie

La barbarie et le cynisme de la bourgeoisie

L'appel téléphonique de Trump à Erdogan, le 6 octobre, semblait donner le "feu vert" à la Turquie pour une invasion majeure du nord de la Syrie et une opération de nettoyage brutale contre les forces kurdes qui contrôlaient jusqu'ici la région avec le soutien des États-Unis. Elle a provoqué une tempête d'indignation à la fois parmi les "alliés" des États-Unis en Europe ainsi qu'au sein d'une grande partie de l'appareil militaire et politique à Washington, notamment de l'ancien secrétaire à la défense de Trump, James Mattis "le chien fou". La principale critique à l'égard de l'abandon des Kurdes par Trump a été la perte de toute crédibilité des États-Unis en tant qu'allié sur lequel compter : en bref, c'est un désastre sur le plan diplomatique. Mais on craint aussi que le retrait des Kurdes n'entraîne une renaissance des forces islamiques dont l'endiguement a été presque exclusivement le fait des forces kurdes soutenues par la puissance aérienne américaine. Les Kurdes détiennent des milliers de prisonniers de Daesh et plus d'une centaine d'entre eux se sont déjà évadés de prison.

L'action de Trump a tiré la sonnette d'alarme au sein de la bourgeoisie américaine, accroissant davantage les craintes que son style de présidence imprévisible et égocentrique devienne un réel danger pour les États-Unis, voire qu'il perde le peu de "stabilité mentale" qu'il possède, sous son mandat et surtout sous la pression de l'actuelle campagne de destitution contre lui. Certes, son comportement devient de plus en plus incontrôlable : il étale non seulement son ignorance quand il affirme que "*les Kurdes ne nous soutenaient pas au débarquement de Normandie*", mais adopte aussi des manières de petit truand (comme avec sa lettre avertissant Erdogan de ne pas se comporter comme un idiot ou un dur, que le dirigeant turc a rapidement jeté à la poubelle, ou ses menaces de détruire l'économie turque). Il gouverne à coups de tweets, prend des décisions impulsives, ne tient pas compte des conseils de son entourage pour ensuite faire marche arrière, comme en témoignent également l'envoi précipité de Pence et Pompeo à Ankara pour bricoler un cessez-le-feu dans le nord de la Syrie.

Mais ne nous attardons pas trop sur la personnalité de Trump. En premier lieu, il n'est que l'expression de la décomposition progressive qui impacte fortement sa classe, un processus qui partout fait surgir des "hommes forts" qui excitent les plus basses passions, se vantent de leur mépris de la vérité et des règles traditionnelles du jeu politique, de Duterte à Orban, de Modi à Boris Johnson. Même si Trump a sauté sur l'occasion avec Erdogan, la politique de retrait des troupes du Moyen-Orient n'est pas son invention, mais remonte à l'administration Obama qui a reconnu l'échec total de la politique américaine au Moyen-Orient depuis le début des années 1990 et la nécessité de réorienter sa politique impérialiste en Asie à partir de l'Extrême-Orient afin de contrer la menace croissante de l'impérialisme chinois.

La dernière fois que les États-Unis ont donné leur "feu vert" au Moyen-Orient, c'était en 1990, lorsque l'ambassadeur américain, April Glaspie, a fait savoir que les États-Unis n'interviendraient pas si Saddam Hussein marchait sur le Koweït. C'était un piège bien organisé, tendu avec l'idée de mener une opération massive dans la région et d'obliger ses partenaires occidentaux à se joindre à une grande croisade. C'était un moment où, après l'effondrement du bloc russe en 1989, le bloc occidental commençait déjà à s'effriter et les États-Unis, en tant que seule superpuissance restante, devaient affirmer leur autorité par une démonstration spectaculaire de force. Guidée par une idéologie "néoconservatrice" presque messianique, la première guerre du Golfe a été suivie de nouvelles aventures militaires, en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003. Mais le soutien décroissant de ses anciens alliés à ces opérations, et surtout le chaos total qu'elles ont provoqué au Moyen-Orient, piégeant les forces américaines dans des conflits ingérables contre les insurrections locales, a démontré la forte diminution de la capacité des États-Unis à contrôler la planète. En ce sens, il y a une logique derrière les actions impulsives de Trump, soutenues par une partie considérable de la bourgeoisie américaine. L'impérialisme américain a reconnu qu'il ne peut pas régner sur le Moyen-Orient en posant ses bottes sur le sol ou par sa puissance de feu aérienne. Elle s'appuiera de plus en plus sur ses alliés les plus fiables dans la région (Israël et l'Arabie saoudite) pour défendre ses intérêts par l'action militaire, dirigée en particulier contre la montée en puissance de l'Iran (et, à plus long terme, contre la présence potentielle de la Chine comme concurrent sérieux dans cette région).

La "trahison" des Kurdes

Le cessez-le-feu négocié par Pence et Pompeo (qui, selon Trump, sauvera des "*millions de vies*") ne modifie pas vraiment la politique d'abandon des Kurdes puisque son but est simplement de donner aux forces kurdes la possibilité de battre en retraite pendant que l'armée turque affirme son contrôle sur le nord du pays. Il faut dire que ce genre de "trahison" n'est pas nouveau. En 1991, dans la guerre contre Saddam Hussein, les États-Unis, sous la direction de Bush senior, ont encouragé les Kurdes du nord de l'Irak à s'élever contre le régime de Saddam pour ensuite laisser Saddam au pouvoir, désireux et capable d'écraser le soulèvement kurde avec la plus grande sauvagerie. L'Iran a également essayé d'utiliser les Kurdes d'Irak contre Saddam. Mais toutes les puissances de la région, comme les puissances mondiales qui les soutiennent, se sont toujours opposées à la formation d'un État unifié du Kurdistan, ce qui signifierait la rupture des arrangements nationaux existants au Moyen-Orient.

Les forces armées kurdes, quant à elles, n'ont jamais hésité à se vendre au plus offrant. C'est ce qui se passe sous nos yeux : la milice kurde s'est immédiatement tournée vers la Russie et le régime d'Assad lui-même pour les protéger de l'invasion turque.

C'est d'ailleurs le sort de toutes les luttes de "libération nationale" depuis au moins la Première Guerre mondiale : elles n'ont pu prospérer que sous l'aile de l'une ou l'autre puissance impérialiste. La même nécessité s'applique tout particulièrement au Moyen-Orient : le mouvement national palestinien a sollicité le soutien de l'Allemagne et de l'Italie dans les années 1930 et 1940, de la Russie pendant la guerre froide, de diverses puissances régionales avec le désordre mondial provoqué par l'effondrement du système des blocs. Entre-temps, la dépendance du sionisme au soutien impérialiste (principalement, mais pas seulement) des États-Unis, n'a pas besoin d'être démontrée, mais ne fait pas exception à la règle générale. Les mouvements de libération nationale peuvent adopter de nombreuses bannières idéologiques (stalinisme, islamisme, voire, comme dans le cas des forces kurdes au Rojava, une sorte d'anarchisme), mais ils ne peuvent que piéger les exploités et les opprimés dans les guerres sans fin du capitalisme à son époque de déclin impérialiste.

Une perspective de chaos impérialiste et de misère humaine

Le bénéficiaire le plus évident du retrait américain du Moyen-Orient est la Russie. Au cours des années 1970 et 1980, l'URSS avait été contrainte de renoncer à la plupart de ses positions au Moyen-Orient, en particulier à son influence en Égypte et surtout à ses tentatives de contrôler l'Afghanistan. Son dernier avant-poste, point d'accès vital à la Méditerranée, était la Syrie et le régime d'Assad, lui-même menacé d'effondrement par la guerre qui a balayé le pays après 2011 et qui a permis les avancées des rebelles "pro-démocratie" et surtout de l'État islamique. L'intervention massive de la Russie en Syrie a sauvé le régime d'Assad et rétabli son contrôle sur la majeure partie du pays. Mais il est douteux que cela ait pu être possible si les États-Unis, souhaitant éviter de s'enliser dans un autre bourbier après l'Afghanistan et l'Irak, n'avaient pas de fait cédé le pays aux Russes. Cela a semé des divisions dans la bourgeoisie américaine, avec certaines de ses factions plus établies dans l'appareil militaire encore profondément soucieuses de tout ce que les Russes pourraient faire, tandis que Trump et ceux qui le soutiennent ont vu en Poutine un homme avec qui on pouvait négocier et surtout il est apparu comme un rempart possible contre la montée apparemment inexorable de la Chine.

La remontée en puissance de la Russie en Syrie a en partie nécessité le renforcement des relations avec la Turquie, qui s'est progressivement éloignée des États-Unis, notamment à cause du soutien de ces derniers aux Kurdes dans son opération contre Daesh. Mais la question kurde crée déjà des difficultés pour le rapprochement russo-turc, puisqu'une partie des forces kurdes se tourne maintenant vers Assad et les Russes pour se protéger, tandis que les militaires syriens et russes occupent les zones précédemment contrôlées par les combattants kurdes, il existe un risque imminent de confrontation entre la Turquie, d'une part, et la Syrie avec son allié russe, d'autre part. Pour le moment, ce danger semble avoir été écarté par l'accord conclu entre Erdogan et Poutine à Sotchi le 22 octobre.(1) L'accord donne à la Turquie le contrôle d'une zone tampon dans le nord de la Syrie aux dépens des Kurdes, tout en confirmant le rôle de la Russie en tant que principal arbitre de la région. Reste à savoir si cet arrangement permettra de surmonter les antagonismes de longue date entre la Turquie et la Syrie d'Assad. La guerre de chacun contre tous, élément central des conflits impérialistes depuis la disparition du système de blocs, n'est nulle part plus clairement illustrée qu'en Syrie.

Pour l'instant, la Turquie d'Erdogan peut également se féliciter de ses progrès militaires rapides dans le nord de la Syrie et du nettoyage des "*nids de terroristes*" kurdes. L'intervention turque s'est également présentée comme une aubaine pour Erdogan au niveau national : suite aux graves revers pour son parti, l'AKP, lors des élections de l'année dernière, la vague d'hystérie nationaliste provoquée par cette aventure militaire a divisé l'opposition, qui est composée de "démocrates" turcs et du Parti démocratique des peuples (HDP) kurde.

Erdogan peut, pour l'instant vendre une nouvelle fois le rêve d'un nouvel Empire ottoman, la Turquie ayant redoré son lustre d'antan d'acteur dans l'arène impérialiste mondiale alors qu'elle était "l'homme malade de l'Europe" au début du XXe siècle. Mais s'engager dans ce qui est déjà une situation profondément chaotique pourrait facilement devenir un piège dangereux pour les Turcs à plus long terme. Surtout, cette nouvelle escalade du conflit syrien augmentera considérablement son coût humain déjà gigantesque. Plus de 100 000 civils ont déjà été déplacés, ce qui aggrave considérablement le cauchemar des réfugiés à l'intérieur de la Syrie, tandis que l'objectif secondaire de l'invasion est de renvoyer dans le nord du pays les trois millions de réfugiés syriens qui vivent actuellement dans des conditions désastreuses dans les camps turcs, principalement au détriment de la population locale kurde.

Le cynisme de la classe dirigeante se révèle non seulement dans les massacres de masse que ses avions, son artillerie et ses bombes terroristes font pleuvoir sur la population civile de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan ou de Gaza, mais aussi par la manière dont elle utilise ceux qui sont contraints de fuir les zones de massacre. L'Union européenne, ce soi-disant modèle de vertu démocratique, compte depuis longtemps sur Erdogan pour servir de garde-chiourme aux réfugiés syriens sous sa "protection", les empêchant ainsi de s'ajouter aux vagues d'immigrants qui se dirigent vers l'Europe. Aujourd'hui, Erdogan envisage une solution à ce problème avec le nettoyage ethnique du nord de la Syrie et peut menacer (si l'Union européenne critique ses actions) de lâcher une nouvelle vague de réfugiés vers l'Europe.

Les êtres humains ne sont utiles au capital que s'ils peuvent être exploités ou utilisés comme chair à canon. La barbarie ouverte de la guerre en Syrie n'est qu'un avant-goût de ce que le capitalisme réserve à l'humanité entière s'il perdure. Mais les principales victimes de ce système, tous ceux qu'il exploite et opprime, ne sont pas des objets passifs. Au cours de l'année écoulée, nous avons entrevu la possibilité de réactions massives contre la pauvreté et la corruption de la classe dirigeante dans les révoltes sociales en Jordanie, en Iran, en Irak et plus récemment au Liban. Ces mouvements ont tendance à être très confus, infectés par le poison du nationalisme et nécessitent une nette affirmation de la classe ouvrière agissant sur son propre terrain de classe. C'est une responsabilité vitale non seulement pour les travailleurs du Moyen-Orient, mais pour les travailleurs du monde entier, et surtout pour les travailleurs des pays centraux du capitalisme où la tradition politique autonome du prolétariat est née et a ses racines les plus profondes.

Amos, 23 octobre 2019

1) Depuis, des affrontements meurtriers ont bien eu lieu entre les forces militaires turques et syriennes le 29 octobre. (Note du traducteur)

À LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

30 ans après la chute du mur de Berlin

La bourgeoisie entretient son grand mensonge !

La chute du mur de Berlin a 30 ans. Et la bourgeoisie s'est une nouvelle fois mobilisée pour entretenir son grand mensonge. Films documentaires, émissions radios, journaux télévisés, articles de presse, commémorations publiques... autant de moyens mis à disposition pour répéter inlassablement que la chute du mur, le 9 novembre 1989, fut le symbole même de la "faillite du communisme". Or, comme nous l'avons toujours défendu, les régimes stalinistes du bloc de l'Est n'ont jamais incarné en aucune façon la société communiste mais une forme particulière de capitalisme d'Etat.

Alors que le vingtième anniversaire avait été "célébré" en grandes pompes par la classe dominante, tout particulièrement en Europe, les commémorations actuelles prennent une forme beaucoup plus sobre. Et pour cause ! La bourgeoisie peut bien se creuser la cervelle, il lui est désormais beaucoup plus difficile d'entretenir l'illusion d'un monde voguant vers le progrès universel sous les bienfaits de l'économie de marché capitaliste et de la démocratie comme elle a pu le clamer haut et fort au cours des années 1990.

Ce qui ne l'empêche pas de renforcer sa propagande en utilisant notamment la percée des partis populistes dans plusieurs pays de l'ancien bloc de l'Est. "*À l'avenir, il faut s'engager pour la démocratie, la liberté, les droits de l'Homme et la tolérance*", lançait Angela Merkel, ce 9 novembre, lors de la cérémonie de commémoration. La démocratie en péril ? Il faut à tout prix la défendre nous disent les valets politiques de la bourgeoisie. Défendre ce système qui aurait servi de bulldozer pour la destruction du Mur et la chute du bloc de l'Est, c'est ce que ne cessent d'affirmer les médias depuis des semaines. À les en croire, la chute du mur de Berlin serait en réalité le produit d'un vaste mouvement démocratique qui aurait pris sa source en Pologne en 1980 avec la création de *Solidarnosc*. La belle et grande démocratie aurait donc eu raison de la "barbarie communiste" et c'est de la même façon qu'il faudrait la défendre aujourd'hui devant la montée des gouvernements populistes.

Devant ses flots de mensonges, nous republions, sur notre site internet, plusieurs articles de notre presse qui reviennent sur ces évènements, permettant ainsi de remettre la vérité historique sur ses deux pieds.

- **Il y a 20 ans, la chute du mur de Berlin (Révolution internationale n° 405).**
- **Pourquoi les médias ont-ils autant parlé de la chute du mur de Berlin ? (Révolution internationale n° 407).**
- **Le syndicat "Solidarnosc" : un fidèle serviteur de l'Etat bourgeois (Révolution internationale n° 361).**

Résolution sur la situation internationale du 23e Congrès du CCI (extrait)

L'aggravation de la crise économique

16 Au plan économique, la situation du capitalisme est, depuis début 2018, marquée par un net ralentissement de la croissance mondiale (passée de 4% en 2017 à 3,3% en 2019), que la bourgeoisie prévoit comme durable et devant s'aggraver en 2019-2020. Ce ralentissement s'est avéré plus rapide que prévu en 2018, le FMI ayant dû revoir à la baisse ses prévisions sur les deux prochaines années, et touche pratiquement simultanément les différentes parties du capitalisme : Chine, États-Unis, zone euro. En 2019, 70% de l'économie mondiale ralentissent et particulièrement les pays "avancés" (Allemagne, Royaume-Uni). Certains des pays émergents sont déjà en récession (Brésil, Argentine, Turquie) tandis que la Chine, en ralentissement depuis 2017 et avec une croissance évaluée à 6,2% pour 2019, encaisse ses plus bas chiffres de croissance des trente dernières années.

La valeur de la plupart des monnaies des pays émergents s'est affaiblie, quelquefois fortement, comme en Argentine et en Turquie. Fin 2018, le commerce mondial enregistre une croissance zéro, tandis qu'au plan financier, Wall Street a connu en 2018 les "corrections" boursières les plus amples des dix dernières années. La plupart des indicateurs sont au clignotant et annoncent la perspective d'une nouvelle plongée de l'économie capitaliste.

17 La classe capitaliste n'a pas de futur à offrir, son système a été condamné par l'histoire. Depuis la crise de 1929, la première grande crise de l'époque de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie n'a pas cessé de sophistiquer l'intervention de l'État pour exercer un contrôle général sur l'économie. De plus en plus confronté à l'étroitesse croissante des marchés extra-capitalistes, de plus en plus menacé par une surproduction généralisée, "*le capitalisme s'est donc maintenu en vie grâce à l'intervention consciente de la bourgeoisie qui ne peut plus se permettre de s'en remettre à la main invisible du marché. C'est vrai que les solutions deviennent aussi des parties du problème :*

– le recours à l'endettement accumule clairement des problèmes énormes pour le futur,

– la boursouflure de l'État et du secteur de l'armement génère des pressions inflationnistes effroyables.

Depuis les années 70, ces problèmes ont engendré différentes politiques économiques, mettant alternativement l'accent sur le "keynésianisme" ou le néolibéralisme", mais comme aucune politique ne peut s'attaquer aux causes réelles de la crise, aucune démarche ne pourra arriver à la victoire finale. Ce qui est remarquable, c'est la détermination de la bourgeoisie à maintenir à tout prix son économie en marche et sa capacité à freiner la tendance à l'effondrement à travers un endettement gigantesque".(1)

Produit des contradictions de la décadence et de l'impasse historique du système capitaliste, le capitalisme d'État mis en place à l'échelle de chaque capital national n'obéit cependant pas à un strict déterminisme économique ; au contraire, son action essentiellement de nature politique, intègre et combine simultanément dans son organisation et ses options les plans économiques, sociaux (comment faire face à son ennemi de classe en fonction du rapport de force entre les classes) et impérialistes (la nécessité de maintenir un énorme secteur de l'armement au centre de toute activité économique) pour préserver et défendre le système d'exploitation bourgeois sur tous les plans vitaux. Ainsi le capitalisme d'État a-t-il connu différentes phases et modalités d'organisation au cours de l'histoire de la décadence.

18 Dans les années 1980, sous l'impulsion des grandes puissances économiques, une nouvelle phase a été inaugurée : celle de la "mondialisation". Dans une première étape, elle a d'abord pris la forme des *reagonomics*, rapidement relayée par une deuxième, qui a mis à profit la situation historique inédite de la chute du bloc de l'Est, pour étendre et approfondir une vaste réorganisation de la production capitaliste à l'échelle planétaire entre 1990 et 2008.

Le maintien de la coopération entre États, utilisant notamment les vieilles structures du bloc occidental, et la préservation d'un certain ordre dans les échanges commerciaux, ont été des moyens de faire face à l'aggravation de la crise (les récessions de 1987 et 1991-93) mais aussi aux premiers effets de la décomposition, qui, sur le terrain économique ont pu ainsi être, en grande partie, atténués.

Sur le modèle de référence de l'Union européenne éliminant les barrières douanières entre États-membres, l'intégration de nombreuses branches de la production mondiale s'est renforcée en développant de véritables chaînes de production à l'échelle planétaire. En combinant logistique, informatique et télécommunications, permettant des économies d'échelle, l'exploitation accrue de la force de travail du prolétariat (par la hausse de la productivité, la mise en concurrence internationale, la libre circulation de la main-d'œuvre pour imposer la baisse les salaires), la soumission de la production à la logique financière de la rentabilité maximale, le commerce mondial a continué à s'accroître, même si plus faiblement, stimulant l'économie mondiale d'un "second" souffle prolongeant l'existence du système capitaliste.

19 La crise de 2007-09 a marqué une étape dans l'enfoncement du système capitaliste dans sa crise irréversible : après quatre décennies de recours au crédit et à l'endettement afin de contrecarrer la tendance croissante à la surproduction, ponctuées de récessions de plus en plus profondes et de reprises de plus en plus limitées, la récession de 2009 a été la plus importante depuis la Grande Dépression. C'est l'intervention massive des États et de leurs banques centrales qui ont sauvé le système bancaire de la faillite complète par un endettement public faramineux, en rachetant les créances qui ne pouvaient plus être remboursées.

Le capital chinois, lui aussi gravement touché par la crise, a joué un rôle important dans la stabilisation de l'économie mondiale par la mise en œuvre de plans de relance en 2009, 2015 et 2019 fondés sur un endettement massif de l'État.

Non seulement les causes de la crise de 2007-2011 n'ont pas été résolues ou dépassées, mais la gravité et les contradictions de la crise sont passées à un stade supérieur : ce sont désormais les États eux-mêmes qui sont confrontés au poids écrasant de leur endettement (la "dette souveraine") qui affecte encore plus leur capacité à intervenir pour relancer leurs économies nationales respectives. "*L'endettement a constitué un moyen de suppléer à l'insuffisance des marchés solvables, mais celui-ci ne peut s'accroître indéfiniment, ce qu'a mis en évidence la crise financière à partir de 2007. Cependant, toutes les mesures qui peuvent être prises pour limiter l'endettement placent à nouveau le capitalisme devant sa crise de surproduction, et cela dans un contexte économique international qui limite* de plus en plus sa marge de manœuvre".(2)

20 Le développement actuel de la crise par les perturbations croissantes qu'elle provoque dans l'organisation de la production en une vaste construction multilatérale à l'échelle internationale et unifiée par des règles communes montre les limites de la "mondialisation" : le besoin toujours plus grand d'unité (qui n'a jamais signifié autre chose que l'imposition de la loi du plus fort sur les plus faibles) en raison de l'intrication "transnationale" de la production très segmentée pays par pays (c'est en unités fondamentalement divisées par la concurrence où tout produit est conçu ici, assemblé là à l'aide d'éléments produits ailleurs encore) se heurte à la nature nationale de chaque capital, aux limites mêmes du capitalisme, irrémédiablement divisé en nations concurrentes et rivales, le degré d'unité maximal qu'il est impossible au monde bourgeois de dépasser. L'aggravation de la crise (ainsi que les exigences de la rivalité impérialiste) soumet à rude épreuve les institutions et les mécanismes multilatéraux.

Ce fait s'illustre par l'attitude actuelle des deux principales puissances en compétition pour l'hégémonie mondiale :

– La Chine a assuré sa montée en puissance économique à la fois en utilisant les leviers du multilatéralisme de l'OMC tout en développant sa propre politique de partenariat économique (comme à travers le projet des "nouvelles routes de la soie" visant à contrecarrer le ralentissement de sa croissance) sans se préoccuper des normes environnementales ou "démocratiques" (propres à la politique de mondialisation pour imposer les normes occidentales et la concurrence à l'échelle mondiale entre bénéficiaires et perdants de la mondialisation). Idéologiquement elle conteste l'ordre libéral occidental qu'elle estime en déclin et tente, en créant depuis 2012 des institutions (l'Organisation de Shanghai, la Banque asiatique de développement…) de poser les bases d'un ordre international concurrent alternatif, que la bourgeoisie qualifie d'"illibéral".

– L'État américain sous l'administration Trump (soutenu par une majorité de la bourgeoisie américaine), s'estimant le perdant de la "mondialisation" face aux "tricheries" de la Chine et de ses rivaux, tend à contourner les institutions de régulation (OMC, G7 et G20) de plus en plus inaptes à préserver la position américaine (leur vocation première) pour privilégier les accords bilatéraux assurant une meilleure défense de ses intérêts.

21 L'influence de la décomposition représente un facteur de déstabilisation supplémentaire. En particulier, le développement du populisme vient encore aggraver la situation économique en voie de dégradation, en introduisant un facteur d'incertitude et d'imprédictibilité face aux tourments de la crise. L'arrivée au pouvoir de gouvernements populistes, aux programmes peu réalistes pour le capital national, qui affaiblit le fonctionnement de l'économie et du commerce mondial sème la pagaille, fait planer le risque d'affaiblissement des moyens imposés par le capitalisme depuis 1945 pour éviter tout repli autarcique sur le cadre national favorisant la contagion incontrôlée de la crise économique. La pagaille du Brexit et l'épineuse sortie de l'Union européenne en fournissent une autre illustration : l'incapacité des partis de la classe dominante britannique à statuer sur les conditions de la séparation et la nature des relations futures avec l'Union européenne, les incertitudes autour du "rétablissement" des frontières, en particulier entre l'Irlande du Nord et l'Eire, le devenir incertain de l'Ecosse pro-européenne menaçant de se séparer du Royaume-Uni affectent l'économie anglaise (en faisant dévisser la valeur de la livre) tout comme celle des ex-partenaires de l'Union européenne, privées de la visibilité à long terme et de la stabilité réglementaire indispensables à la conduite des affaires.

Les désaccords concernant la politique économique en Grande-Bretagne, aux États-Unis et ailleurs montrent l'existence de divisions croissantes sur ce plan, non seulement entre nations rivales mais aussi au sein de chaque bourgeoisie nationale entre "multilatéralistes" et "unilatéralistes" et même au sein de chacune de ces approches (par exemple, entre "soft" et "hard" Brexiters au Royaume-Uni). Non seulement, il n'y a plus de consensus minimal sur la politique économique, même entre les pays de l'ancien bloc occidental, mais cette question est aussi de plus en plus conflictuelle au sein même des bourgeoisies nationales.

22 L'accumulation actuelle de l'ensemble de ces contradictions dans le contexte présent d'avancée de la crise économique ainsi que de fragilité du système monétaire et financier et d'endettement massif des États au plan international suite à 2008, ouvrent une période de graves convulsions à venir et placent à nouveau le système capitaliste devant la perspective d'une nouvelle plongée. Il faut néanmoins ne pas perdre de vue que le capitalisme n'a certainement pas épuisé de façon définitive tout recours pour accompagner l'enfoncement dans la crise et éviter des situations incontrôlées, en particulier dans les pays centraux. La situation de surendettement des États, dont le service de la dette auquel doit être affecté une partie accrue de la richesse nationale produite, plombe lourdement les budgets nationaux et réduit fortement leur marge de manœuvre face à la crise. Pour autant, il est certain que cette situation ne mettra :

– aucunement fin à la politique d'endettement, comme principal palliatif aux contradictions à la crise de surproduction et moyen de reporter les échéances, dans la fuite en avant pour préserver son système, au prix de convulsions futures toujours plus graves ;

– ni aucun frein à la folle course aux armements à laquelle est condamné irrémédiablement chaque État. Celle-ci prend une forme de plus en plus manifestement irrationnelle par le poids croissant de l'économie de guerre et la production d'armement, la part grandissante de leur PIB qui va continuer à y être consacrée (et qui atteint aujourd'hui son plus haut niveau depuis 1988, à l'époque de la confrontation entre blocs impérialistes).

23 Concernant le prolétariat, ces nouvelles convulsions ne peuvent que se traduire par des attaques encore plus importantes contre ses conditions de vie et de travail sur tous les plans et dans le monde entier, en particulier :

– par le renforcement de l'exploitation de la force de travail par la poursuite de la baisse des salaires et l'augmentation des cadences et de la productivité dans tous les secteurs ;

– par la poursuite du démantèlement de ce qui reste du *Welfare state* (restrictions supplémentaires des différents systèmes d'indemnités accordées aux chômeurs, des aides sociales et des systèmes de retraite) ; et plus généralement l'abandon en "douce" du financement de toutes les formes d'aides ou de soutien social du secteur associatif ou parapublic ;

– la réduction par les États des coûts que représentent l'enseignement et la santé dans la production et l'entretien de la force de travail du prolétariat (et donc des attaques importantes contre les prolétaires de ces secteurs publics) ;

– l'aggravation et le développement encore plus grand de la précarisation comme moyen d'imposer et de faire peser le développement du chômage de masses dans toutes les parties de la classe.

– les attaques camouflées derrière des opérations financières, telles que les taux d'intérêt négatifs qui érodent les petits comptes d'épargne et les régimes de retraite. Et bien que les taux officiels d'inflation des biens de consommation soient faibles dans de nombreux pays, les bulles spéculatives ont contribué à une véritable explosion du coût du logement.

– l'augmentation du coût de la vie et notamment des taxes et du prix des produits de première nécessité.

Néanmoins, bien que la bourgeoisie de tous les pays soit de plus en plus acculée à renforcer toujours plus ses attaques contre la classe ouvrière, sa marge de manœuvre sur le plan politique est loin d'être épuisée. On peut être sûr qu'elle va tout mettre en œuvre pour empêcher le prolétariat de riposter sur son propre terrain de classe contre la dégradation croissante de ses conditions de vie imposée par les convulsions de l'économie mondiale.

CCI

1) Résolution sur la situation internationale du 16e congrès du CCI.

2) Résolution sur la situation internationale du 20e congrès du CCI.

suite de la page 8

90 ans après la crise de 1929

industrielles de s'organiser (en Allemagne, ce furent les corporations qui en furent chargées) pour fixer des quotas de production et les prix de vente des entreprises ; par ailleurs, il accordait le droit aux syndicats de signer des conventions collectives, ce qui d'ailleurs permettait à ces derniers d'accroître leur emprise sur la classe ouvrière. De telles lois (que l'on retrouvait de manière analogue dans les autres pays comme en France sous le Front Populaire) n'ont pas amélioré les salaires puisque les prix augmentaient davantage. Pour diminuer la surproduction, ces lois visaient non seulement à réduire la production mais aussi à relancer la demande par le déficit budgétaire. C'est ainsi que le NIRA a organisé une politique de grands travaux publics comme l'assainissement de la vallée des Appalaches, la construction du *Triborough Bridge* à New York ou encore l'aménagement de nombreux barrages dans la vallée du Tennessee. On retrouve la même volonté en Allemagne dès 1932 avec la construction d'autoroutes, le creusement de canaux, l'assainissement de certaines zones géographiques. Accroître artificiellement la demande tout en renforçant le contrôle sur la classe ouvrière fut aussi l'objectif de la bourgeoisie britannique dans le fait de réintroduire des allocations de chômage, puis un régime de retraite et de stimuler la construction de logements.

Le développement de l'emprise de l'État sur le capital qui s'est mis en place de manière assez chaotique dans les années 1930 va avoir un grand avenir. Il va même être théorisé dans ce que l'on a appelé le keynésianisme. Le contrôle de l'ensemble du capital par l'État en utilisant toute une série de moyens (de la nationalisation au soutien par des organismes publics aux entreprises) va être de plus en plus systématique. L'endettement de plus en plus massif (impulsé par l'État) de toute l'économie, ainsi que la pratique de déficits publics vont continuellement se développer dans le but d'atténuer les effets de la surproduction. De même, la mise en place après la Seconde Guerre mondiale de "l'État providence", prolongeant ce qui avait été fait dans les pays de l'Europe de l'Ouest dans les années 1930, va constituer un régulateur de la demande tout en étant un instrument de contrôle idéologique de la classe ouvrière. Comme cela s'est passé dans les années 1930, le déploiement de tous ces moyens va permettre à l'État d'étaler dans le temps les effets de la surproduction. Mais en aucun cas, la bourgeoisie ne peut résoudre la crise et surmonter réellement la surproduction.

Aujourd'hui, la crise du système capitaliste continue à s'approfondir, même si c'est à un rythme bien plus lent que dans les années 1930. Elle confirme que le capitalisme d'État n'est pas un moyen permettant de mettre fin à la surproduction, celle-ci étant inhérente au capitalisme. En fait, la réponse du capital à la crise est elle-même une expression de la sénilité du mode de production capitaliste qui ne cesse de s'affermir. Elle ne permet que la gestion en vue de limiter les effets de sa crise permanente : cela, au prix de contradictions de plus en plus aiguës et destructrices.

Vitaz, 8 octobre 2019

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org
E-mail : france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack ***Révolution internationale*** (3 numéros)
+ ***Revue internationale*** (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale (11 numéros)

France	18,5 €
Etranger	20,5 €
Par avion DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple
Revue internationale (4 numéros)

France	18,5 €
Etranger	17 €
Par avion DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n^os^ + 4 n^os^	
France	35 €
Etranger	38 €
Par avion DOM/TOM	38 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé.

Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Courant Communiste International
Premier semestre 2019

Revue Internationale

Présentation de la Revue

Centenaire de la fondation de l'Internationale Communiste
L'internationale de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière

100 ans après la fondation de l'Internationale Communiste, quelles leçons pour les combats du futur ?

Internationalisme n° 7 - Année 1946
La fraction de gauche
Méthode de formation du parti

Le communisme est à l'ordre du jour
Castoriadis, Munis et le problème de la rupture avec le trotskisme (2e partie)
Sur le contenu de la révolution communiste

La bourgeoisie mondiale contre la révolution (2e partie)

162

3,00 euros - 5 FS - 6 $Can
Paraît tous les 6 mois

RÉUNIONS PUBLIQUES

Pour connaître les lieux et dates des prochaines réunions publiques organisées par le CCI, rendez-vous sur la rubrique "Agenda" de notre site internet :

fr.internationalisme.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
(FRANCE)
Revue Internationale
BP30605
31006 Toulouse Cedex 6

Acción Proletaria
(ESPAGNE)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationalisme
(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism
(ÉTATS-UNIS)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo
(VENEZUELA)
Écrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution
(SUEDE)
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale
(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution
(ROYAUME-UNIS)
BM Box 869,
London WCI N 3XX

World Revolution
(AUSTRALIE)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Unis

Weltrevolution
(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich

Revolución Mundial
(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme
2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière
2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière
4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe
4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €)

Guerre du Golfe
2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie
8 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise
12 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France
4 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe
2,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,5 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal...
3 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections un piège pour la classe ouvrière
2 € + frais d'envoi : France 2,11 € / Etranger 4 €

À LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- **Nuevo Curso et la "Gauche communiste espagnole" : Quelles sont les origines de la Gauche communiste ?**
- **Élections en Espagne : aucune solution ne peut venir des urnes !**
- **Avec ou sans "deal" : la démocratie capitaliste est une imposture**
- **The Elite and the Ruling Class**
- **Come si è arrivati al Governo Conte bis, ovvero... "la via italiana al contrasto del populismo"**
- **Medidas del gobierno ecuatoriano : la victima de la crisis capitalista es siempre la clase obrera**
- **El Anarcopunk un arma de la burguesía contra el proletariado**

SOUSCRIPTIONS

RP à Toulouse (octobre 2019)
Ja : 10 €, Ra : 50 €, Ma : 20 €, Da : 20 €, Lu : 20 €.

RP à Marseille (octobre 2019)
Mir : 50 €, Youri : 50 €.

Souscription presse
Z : 20 €

Total : 240 €

Imprimé sur les presses de l'Imprimerie Ménard à Labège • Directeur de la publication D. Van Celst • N° de Commission paritaire 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

90 ans après la crise de 1929

Le capitalisme en décadence peine de plus en plus à endiguer la surproduction

Il y a 90 ans, le krach boursier d'octobre 1929 qui annonçait la crise économique des années 1930 venait confirmer ce que la Première Guerre mondiale avait signifié, à savoir que le capitalisme était définitivement entré dans sa période de décadence. En quelques mois, des dizaines et des dizaines de millions de personnes allaient tomber dans un dénuement total. Bien-sûr, depuis cette période, la bourgeoisie a appris à atténuer la violence de la crise mais, malgré les leçons qu'elle a pu en tirer, cette crise n'a jamais été surmontée. Cela confirme que dans la période ouverte par la Première Guerre mondiale, les contradictions du capitalisme ne pouvaient qu'amener à la dégradation des conditions d'existence de la très grande majorité de l'humanité.

Une crise d'ampleur mondiale

La crise de 1929 correspond, sans aucune ambiguïté, au diagnostic qu'avaient fait Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste* au sujet des crises que connaissait déjà le capitalisme au XIXe siècle : "*Une épidémie sociale éclate, qui, à toute autre époque, eût semblé absurde : l'épidémie de la surproduction*". Un tel diagnostic est d'autant plus vrai quand on se rend compte que la crise de 1929 n'a pas éclaté avec le krach boursier des 24 et 29 octobre 1929, mais que la situation du capital se dégradait avant ces dates dans de plus en plus de secteurs et de pays.

Ainsi, aux États-Unis, la production des secteurs de la construction et de l'automobile baissait depuis mars 1929, baisse qui s'est généralisée à l'ensemble de l'économie pendant l'été de la même année. Par ailleurs, l'activité économique en général était à la baisse dans les pays européens qui ont eux-mêmes connus le krach boursier avant les États-Unis ; dans ces conditions, la spéculation à la hausse à la bourse de New York ne pouvait que se heurter à la diminution des profits et finir par un krach.

Cette baisse de l'activité économique dans les pays centraux du capitalisme avait pour cause, d'une part, la surproduction mondiale des produits agricoles depuis le milieu des années 1920, ce qui impliquait une baisse de revenus dans l'agriculture et, d'autre part, la faiblesse persistante des salaires qui avaient augmenté beaucoup moins que la production dans l'ensemble des pays industrialisés. Une telle dynamique vérifie totalement la cause de la surproduction qu'avait identifiée Marx : "*la raison ultime de toutes les crises réelles, c'est toujours la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de l'économie capitaliste de développer les forces productives, comme si elles n'avaient pour limites que le pouvoir de consommation absolu de la société*".[1]

Bien sûr, le krach boursier va amputer sévèrement les réserves du capital financier et provoquer la faillite de grandes banques comme la *Bank of The United States*, aggravant ainsi la surproduction car il devenait de plus en difficile de financer l'accumulation du capital. S'ensuivit une chute drastique de l'investissement venant surajouter une surproduction massive de biens de production à la tendance générale existant depuis plusieurs années. Cette dynamique a provoqué une accélération rapide de la chute de la production industrielle. Dans le même sens, du fait des relations financières et commerciales internationales, l'aggravation de la crise va être mondiale. Il faut signaler que c'est dans les deux pays les plus développés, à savoir les États-Unis et l'Allemagne, que la diminution de l'activité va être la plus profonde et la plus rapide.

Pourtant, pendant les premiers mois qui ont suivi le krach, la bourgeoisie et la plupart de ses économistes, aveuglés par l'idée que le système capitaliste est éternel, pensaient avec le président des États-Unis, Hoover, que "*tout serait terminé en soixante jours*" et que comme dans les crises du XIXe siècle, la reprise économique surviendrait spontanément. La violence de la crise a provoqué un profond désarroi au sein de la classe dominante mais, puisqu'il s'agissait d'abord de maintenir un minimum de profit, la réaction des entreprises a été de licencier massivement et de diminuer les salaires. Les États, quant à eux, malgré des hésitations, tentèrent de garder leur crédibilité financière en maintenant l'équilibre budgétaire par la diminution des dépenses publiques. C'est ainsi que fut menée aux États-Unis une politique de réduction de la masse monétaire et de hausse massive des impôts directs et indirects votée en juin 1932 ; en Allemagne, le chancelier Brüning, surnommé le chancelier de la faim, a augmenté les impôts, baissé les salaires des fonctionnaires de 10 % et les indemnités des chômeurs dès 1930 ; puis, dans ce même pays, des mesures encore plus dures furent prises contre les chômeurs en juin 1931 ; en France, dès 1933, les différents gouvernements baissèrent les dépenses publiques, les retraites et les salaires des fonctionnaires et en 1935 ces mêmes salaires furent amputés de 15 % puis de 10 %.

L'autre orientation adoptée par les États a été de protéger l'économie nationale par le protectionnisme : tous les pays ont emboîté le pas des États-Unis dont le Congrès avait voté, avant le krach d'octobre 1929, la loi Smoot-Hawley qui augmentait les droits de douane de 50 %. En fait, les années 1930 ont vu une véritable guerre commerciale et monétaire se développer entre les grandes puissances. En particulier, le flottement de la valeur de la Livre Sterling et sa dévaluation de plus de 30 % décidée en septembre 1931 ainsi que celle du dollar d'un montant de 40 % en 1933 montrent que chaque grande puissance, à l'image du Royaume-Uni et du Commonwealth qui décrètent la préférence impériale pour leur commerce extérieur, se repliait sur sa zone d'influence.

La mise en œuvre d'une telle politique révèle que la bourgeoisie n'avait pas compris que, contrairement à la période qui précède la Première Guerre mondiale, le capitalisme, qui était alors dans sa période ascendante, n'avait plus les moyens de juguler la surproduction vers laquelle poussent irrémédiablement ses contradictions. Dans cette période, les crises avaient débouché sur de nouvelles phases de croissance parce que le marché mondial était encore ouvert et permettait donc aux capitaux nationaux les plus modernes et dynamiques de trouver de nouveaux marchés qui permettaient de surmonter les problèmes cycliques de surproduction. Comme l'a montré Rosa Luxembourg, la Première Guerre mondiale était la manifestation du fait que le marché mondial était alors globalement partagé entre les grandes puissances et qu'il n'y avait plus assez de nouveaux marchés à conquérir. Ceci impliquait que l'issue de la crise ne pouvait être que la destruction du capitalisme par la classe ouvrière ou l'éclatement d'une nouvelle guerre mondiale. En conséquence, les politiques des États, inspirées par la situation du siècle précédent, dans les trois ou quatre premières années qui ont suivi le krach d'octobre 1929 n'ont même pas permis de diminuer l'impact de la surproduction ; au contraire, elles l'ont aggravé.

De fait, comme le dit l'économiste Kindleberger, ces années ont été "*un glissement vers l'abîme*". Entre l'automne 1929 et le premier trimestre 1933, le PNB des États-Unis et de l'Allemagne a été divisé par deux, le niveau moyen des prix mondiaux a baissé de 32 %, le volume du commerce mondial a diminué de 25 %. Une telle dégradation de l'activité économique provoqua la chute des profits, ce qui explique qu'en 1932, l'investissement brut aux États-Unis était proche de zéro. En d'autres termes, beaucoup d'entreprises ne remplacèrent pas leurs machines usées. Comme l'avait dit Keynes, au-delà d'un certain niveau de baisse des prix et donc de pertes, les entreprises ne peuvent plus rembourser leurs dettes et les banques ne peuvent que s'effondrer ; et c'est bien ce qui s'est passé. Des grandes banques firent faillite dans tous les pays. Le 13 mai 1931, le *KreditAnstaldt*[2] était en cessation de paiements ; en juillet de la même année, la grande banque allemande Danatbank était aussi en situation de faillite et, du fait de la panique bancaire, toutes les banques allemandes fermèrent pendant trois jours ; aux États-Unis, au début 1932, le nombre de faillites bancaires était tel que Roosevelt, fraîchement élu Président, fut obligé de fermer l'ensemble du système bancaire (plus de 1 000 banques ne rouvriront jamais !).

Les conséquences pour la classe ouvrière furent terrifiantes : le chômage augmentait dans tous les pays : à la fin de 1932, le chômage atteignit au moins 25 % aux États-Unis (alors que, dans ce pays, il n'y a aucun secours pour les chômeurs) et 30 % en Allemagne.[3] Une grande partie des ouvriers travaillaient à temps partiel dans un total dénuement ; les allocations chômage furent diminuées en Allemagne et en Grande-Bretagne ; les files d'attente de gens hagards, presque en haillons, pour une soupe populaire, s'allongèrent, alors qu'étaient détruites des tonnes de marchandises invendables. Au Brésil, on en vint même à brûler les stocks de café dans les locomotives ! Enfin, les augmentations des impôts vinrent torpiller davantage une classe ouvrière paupérisée.

Quelles leçons la bourgeoisie tire de la crise de 1929 ?

L'effondrement de l'économie mondiale a obligé la classe dominante et certains de ses experts à remettre en cause leurs vieux préceptes libéraux de non-intervention de l'État et du respect de l'équilibre budgétaire et à se rendre compte que la cause de la crise était la surproduction que la bourgeoisie a habilement rebaptisée, avec la théorie de Keynes, "*insuffisance de la demande*".

Pour stopper l'effondrement du capital, il s'est d'abord agi pour les États de prendre en mains l'appareil productif, quelquefois directement, comme ce fut le cas en France pour le transport ferroviaire ou en Grande-Bretagne pour les transports londoniens ou le transport aérien. Mais surtout, cette prise en mains par l'État a consisté dans le fait de contraindre l'ensemble des entreprises, par la réglementation, d'adopter des gestions conformes aux intérêts du capital national : c'est cela le contenu du fameux *New Deal* du Président Roosevelt aux États-Unis ou du plan De Man en Belgique. Aux États-Unis, par le *Banking Act*, l'Administration américaine a créé un organisme d'assurance auquel les banques devaient adhérer pour recevoir des fonds de la Banque centrale (la FED). Une autre loi organisait le soutien des prix agricoles en proposant des indemnités aux agriculteurs s'ils réduisaient les surfaces cultivées. Dans l'industrie, le NIRA demandait aux branches

(suite page 6)

1) Marx, *Le Capital* chapitre XVII

2) Banque dans laquelle est concentré le capital financier autrichien.

3) Certaines statistiques publiées par la bourgeoisie donnent des chiffres beaucoup plus élevés.

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.